ENGLISH PAGES : 8,11

Kreyòl : Paj 6

HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York, cet hebdomadaire est édité par la société Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: $1,00
Partout ailleurs : 1,50 $
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. XXXXIX, No. 37 ***New York*** *: Tel : (718) 812-2820;* • ***Montréal*** *(514) 321-6434;* • ***Port-au-Prince****: (011 509) 223-0785* • *Paris (33-1)43-63-28-10* ***18 - 25 septembre 2019***

LA RÉBELLION PARVIENDRA-T-ELLE AU BOUT DE SES REVENDICATIONS ?

Jovenel Moïse : Mauvaises chances en série

Gary Bodeau pourra-t-il boucler la boucle à Washington ?

Par Léo Joseph

L'opposition démocratique contre Jovenel Moïse, en état de mobilisation récurrente depuis plus d'un an qu'elle se relance après chaque « *pause* » imposée par la réalité politique, s'est relancée encore cette semaine. Après la réunion de Mirebalais, où elle proclame avoir trouvé le consensus autour d'un projet de gouvernement, elle semble avoir trouvé un souffle nouveau. Puisqu'on a l'impression que les manifestants qui envahissent les rues, depuis dimanche, ou même avant, sont animés d'un autre esprit, celui de mener la campagne pour la fin du régime *Tèt Kale* de Nèg Bannan nan, jusqu'au départ de ce dernier. Opportunité construite, calculée ou le jeu du hasard, cette nouvelle lancée de la mobilisation coïncide avec une série d'événements assimilables à la mauvaise chance qui se sont déclenchés contre le résident du Palais national, dont le plus important serait la perte d'un puissant allié à Washington, qui lui vouait un appui accordé «*obliquement* », pour ne pas dire de manière clandestine, ou bien en

Le président Jovenel Moïse berné par John Bolton.

totale discrétion. C'est ainsi qu'on peut exposer l'appui dont jouissait le président haïtien auprès de John Bolton, conseiller en sécurité nationale du président américain, Donald Trump, qui vient d'être acculé à démissionner. M. Bolton parti, Jovenel Moïse se retrouve dans ses petits souliers, car personne à Washington n'est en mesure de relancer l'« *appui* » qu'il trouvait auprès de l'ex-conseiller de Trump. Il y a fort à douter que Gary Bodeau, président de la Chambre basse, homme lige de Jovenel Moïse, dépêché rapidement à la capitale américaine, dans un vain effort de raccommoder Moïse avec d'autres mentors à Washington. Là où le bât blesse,

Le président américain Donald Trump a tenu la dragée haute à Jovenel Moïse.

Bolton n'avait pu développer une « *politique américaine* » envers Jovenel Moïse, il se contentait d'entretenir une « *bizarre relation*» avec lui. C'est pourquoi, en dépit de la solidarité accordée à la politique anti-Maduro du Venezuela

Suite en page 2

NOUVELLES MOBILISATIONS DE L'OPPOSTION EN HAÏTI

Combien de temps Jovenel Moïse peut-il durer encore ?

Sainphar Line Balthazar.

Evans Paul, dit K-Plim.

L'opposition anti Jovenel a lancé une nouvelle offensive contre sa présidence, dans un contexte de récriminations générales au moment où même ses alliés les plus fidèles ont désavoué son choix comme Premier ministre nommé. Mais l'intensité de la mobilisation déclenchée depuis dimanche, et qui a gagné en intensité lundi et mardi, met en évidence un Nèg Bannann affaibli, in décis et qui doit avoir des raisons de craindre que la fin de son quinquennat est proche. Le pays étant complètement «*bloqué* », les prochaines heures risquent d'accoucher de la débandade d'un pouvoir visiblement en perte de vitesse.

À la capitale, aussi bien que dans les villes de province, le mot d'ordre de « *pays lock* » (pays bloqué) est suivi à 90 %. Les opposants ont introduit de nouvelles stratégies, mais ce qui est considéré comme une innovation est la mise en stationnement des véhicules au milieu des rues alors que les clés sont emportées.

Suite en page 9

LE PHTK PARVIENDRA-T-IL À TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ HAÏTIENNE ?

L'État de droit irréalisable, vive la mafia au pouvoir

Jovenel Moïse, le patron d'Agritrans.

Déjà plusieurs fois millionnaire, Fritz William Michel, le Premier ministre nommé, un expert en escroquerie et en détournement de fonds.

Par Léo Joseph

Décidément, d'un scandale à l'autre, qui éclatent quasiment au quotidien, le pays s'éloigne de plus en plus de l'État de droit évoqué dans tous les discours. Sous la férule des régimes PHTK, le pays se transforme dans toutes ses dimensions. Les faits dénoncés, ces dernières semaines, démontrent clairement que la mafia au pouvoir fait place à la gestion démocratique de la chose publique traditionnelle, éloignant la Nation de son idéal

Suite en page 7

HAPPENINGS !

A chaotic situation in Haiti after a reversal for the half-approved Prime Minister

Senator Carl Murat Cantave.

Senator Dieudonne Luma Étienne.

the Executive Branch, now facing popular justice. It is not a pretty picture.

Instead of Senators meeting last Wednesday at 11 am, one saw young men taking charge of the Chamber, with a Rasta in dreadlocks, standing at the desk of Senate president Carl Murat Cantave. Reports said that the Prime Minister and the 21 members of

Continued on page 14

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 2

LA RÉBELLION PARVIENDRA-T-ELLE AU BOUT DE SES REVENDICATIONS ?

Jovenel Moïse : Mauvaises chances en série

Gary Bodeau pourra-t-il boucler la boucle à Washington ?

Suite de la page 1

de Donald Trump, Jovenel Moïse n'a reçu rien en retour. C'est pourquoi aussi que le rêve de «*millions tous neufs* » que Bocchit Edmond et ses amis faisaient miroiter au pays s'est évanoui aussi magiquement qu'il avait été bâti.

À *Haïti-Observateur*, il n'y avait aucune illusion à l'égard du soi-disant ballon d'oxygène à Moïse dont se lamentaient les hommes politiques haïtiens opposés au président haïtien. La perspicacité des affaires diplomatiques avait permis de comprendre que faute d'accorder une aide financière en urgence à Haïti, après que Jovenel Moïse eut lâché son ami/frère Nicolas Maduro, pour voter contre le gouvernement bolivarien, à l'Organisation des États américains (OEA), avec les États-Unis et ses amis de l'hémisphère, l'appui américain n'était pas au rendez-vous. Les événements qui ont été déclenchés par le départ de John Bolton de la Maison-Blanche donnent raison à *H-O*.

Le chancelier haïtien Bocchit Edmond, une intiative qui a avorté.

John Bolton écarté, Jovenel Moïse laissé tout seul

Dans la mesure où Jovenel Moïse a été mis dans l'obligation d'abandonner son bailleur de fonds le plus sûr, sans rien recevoir en retour, alors que la crise économique et financière à laquelle se trouvait confronté son gouvernement, depuis plus d'une année, continue de miner les assises de son pouvoir, il faut croire qu'il se retrouve tout seul, sans plus d'espoir de bénéficier de quelque chose pour « *se mettre sous la dent* ».

Depuis le vote contre Maduro, voilà déjà plus d'un an, Jovenel Moïse s'est vu tenir la dragée haute par Trump, qui est resté impassible au « *beau geste* » de celui-là contre son « *très bon ami*» Nicolas Maduro. Cela prouve qu'à bien considérer, le président américain n'estimait avoir aucune redevance à l'égard d'un Jovenel Moïse rejeté dans son pays, en butte à la colère de son peuple cherchant à l'éjecteur de la résidence officielle de la présidence. C'était précisément de quoi il était question : Jovenel Moïse avait donné son vote contre son ami pour pouvoir bénéficier de la « *tolérance* » de Donald Trump. Point barre !

À la capitale américaine, des diplomates, qui se sentaient liés par la promesse du silence sur le statut d'Haïti et de Jovenel Moïse, s'estiment déliés de toute responsabilité à cet égard, maintenant que Bolton n'est plus conseiller du président. D'où les révélations faites sur le cas de celui-là.

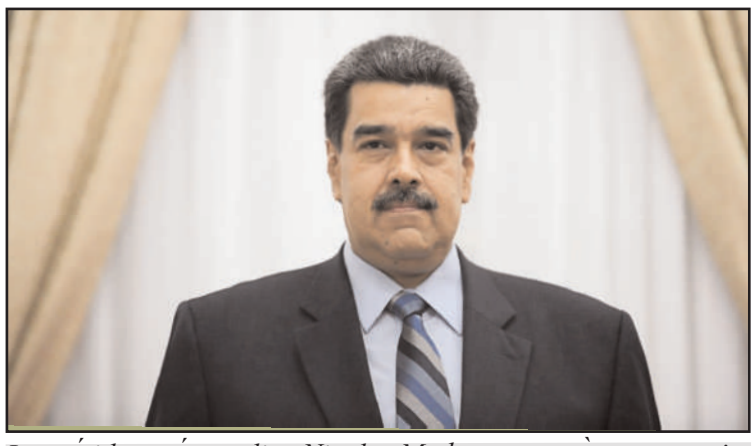
En effet, dans le cadre de la politique agressive de Donald Trump vis-à-vis de Maduro, les Américains cherchaient à réunir une majorité de pays au sein de l'OEA pour mener à bien son agression contre l'héritier d'Hugo Chavez. Aussi Bolton s'était-il lancé dans la conquête de nouvelles adhésions contre Maduro. Contacté par le Département d'État, fait-on savoir, le chancelier haïtien, Bocchit Edmond, s'était empressé de faire le déplacement, car s'imaginant qu'il avait une bonne occasion de plaider la cause de son patron ayant grand besoin de fonds pour résoudre la crise qui risquait d'emporter son gouvernement. Mais ça a vite tourné au vinaigre.

Sans même avoir le temps de faire la plaidoirie relative à une aide financière immédiate quelconque au gouvernement Moïse, dit-on encore, dans les milieux diplomatiques, à Washington, Edmond s'était vu présenter la «*pilule amère* » : La délégation haïtienne a une chance unique d'apporter sa contribution au renforcement de la démocratie dans l'hémisphère en votant en faveur de la résolution relative à l'expulsion du Venezuela de Maduro de l'OEA. Bolton aurait précisé que vu les dérives de Jovenel Moïse et les accusations criminelles qui pèsent contre lui, en sus d'être confronté à la perspective de sa mise en accusation, le vote de la délégation haïtienne serait susceptible de favorise son maintien en poste. Autrement, devait en outre expliquer M. Bolton, Washington ne pourra plus continuer à cautionner Jovenel Moïse.

De toute évidence, ce dernier a sacrifié son amitié et sa reconnaissance envers le Venezuela et Nicolas Maduro sur l'hôtel des ambitions de Donald Trump, dans l'espoir de sauver sa présidence. Ce dernier était heureux de trouver un vote de plus contre Maduro, en la personne d'Haïti, moyennant rien accorder sous forme de qui pro quo à Haïti.

Plus besoin du vote d'Haïti contre Maduro

Il semble que le départ de Bolton ait immédiatement apporté un changement à la politique américaine envers Maduro. Car on laisse croire que le dossier du Venezuela est totalement pris en charge par Elliot Abrams. Ancien sous-secrétaire d'État pour les Affaires latino-américaine, il joue présentement le rôle d'« *émissaire* » du gouvernement Trump au Venezuela.



Le président vénezuelien Nicolas Maduro, une trève temporaire peut-être.

Dans le monde des diplomates, à Washington, on affirme qu' Abrams se trouverait « *en pourparlers* » avec Maduro, selon toute vraisemblance, à la recherche d'une issue à la crise entre Caracas et Washington. Dans de telles circonstances, des diplomates n'ont pas hésité à dire que le rôle d'Haïti dans la diplomatie américaine, à l'égard de Maduro, est « *hors de sujet* ». Autrement dit, le vote d'Haïti n'est plus nécessaire pour Washington.

Tel est la situation qui porte certains observateurs à dire que Washington « *a lâché* » Jovenel Moïse. Mais la malchance a visité le président haïtien d'une autre manière. Il s'agit, pour des diplomates basés à Port-au-Prince, de la présence de représentants du CORE Group (ambassades américaine, française et canadienne) à la rencontre des partis d'opposition à Mirebalais, le dimanche 8 septembre. Un geste, selon eux, qui peut être interprété, tout au moins, comme un « *clignotement des yeux* », par rapport aux interventions publiques exprimées dans le passe, que l'opposition jugeait « *partiales* ».

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

PROPRI T ¸ VENDRE
¸ PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'nformations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575 .**

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 3

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 4

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Comment faire une présentation avec confiance et Impact ?

Par Rosie Bourget

Quel que soit le type de métier que vous exercez, les compétences de présentation professionnelle sont indispensables. Pourtant, 75 % des gens ont peur de

Rosie Bourget

parler en public. Pour la plupart, parler en public est une compétence acquise, pas un don inné. Développer vos compétences de présentation peut vous donner plus d'occasions de partager votre expertise, d'améliorer votre capacité de leadership et d'accroître l'influence positive que vous pouvez avoir sur les autres. Les conseils suivants vous aideront à préparer une excellente présentation et vous donneront plus de confiance dans le processus.

Tout d'abord, définissez les objectifs de la présentation. Cela pourrait être d'enseigner une technique, de présenter une théorie ou de décrire un résultat de recherche. Si vous présentez un atelier pour obtenir un crédit, assurez-vous que vos objectifs sont alignés sur ceux du fournisseur de formation continue. Une fois l'objectif défini, évaluez votre public et personnalisez votre présentation en fonction de ses besoins spécifiques. Vous pouvez souvent demander la liste des participants avant votre présentation pour obtenir plus d'informations sur votre public.

Ensuite, vous voudrez définir un plan pour votre présentation. Ce plan comprendra votre introduction, un bref résumé des points que vous allez aborder, des éléments d'entretien et la conclusion de votre présentation. Après avoir terminé votre aperçu, examinez chaque élément et déterminez combien de temps chaque section prendra. Cela vous permettra d'anticiper les pauses, de prévoir suffisamment de temps pour les questions et de disposer de suffisamment de temps pour terminer efficacement l'atelier.

Si vous présentez un atelier de formation, incluez des activités dans lesquelles les participants peuvent faire un brainstorming, pratiquer une compétence ou travailler sur une activité de consolidation d'équipe qui produit des informations utiles à partager avec l'ensemble du groupe. Si vous animez une activité pour la première fois, entraînez-vous avec vos collègues pour obtenir une bonne estimation du temps nécessaire. Expliquez toujours soigneusement l'activité aux participants et indiquez clairement le temps alloué à l'activité. Il est également sage de distribuer des documents à votre public, afin qu'il affiche les informations que vous souhaitez transmettre. Cela leur permet de vous écouter plutôt que de se dépêcher d'écrire tous vos mots.

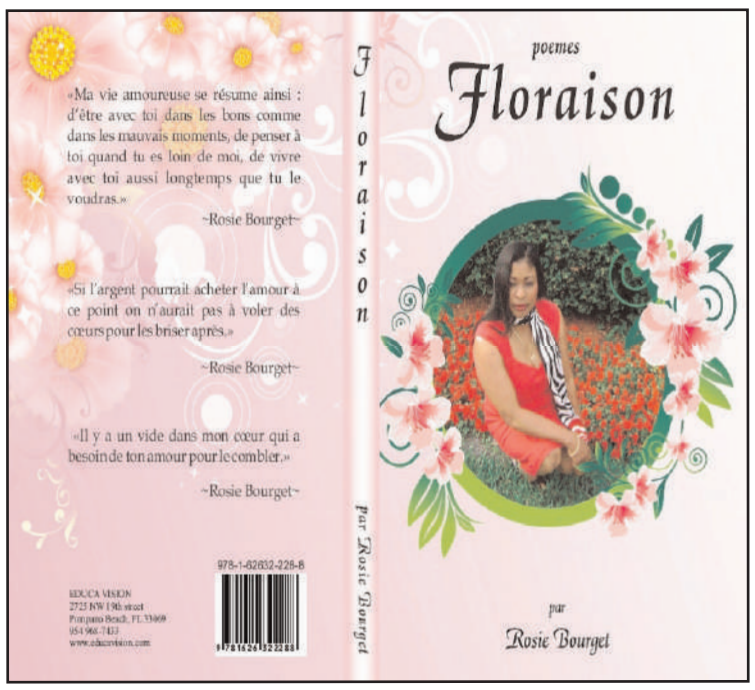
Utilisez des supports visuels pour maintenir l'intérêt que vous portez à votre matériel ou expliquez les concepts que vous présentez de manière plus cohérente. La plupart des apprenants adultes ont une durée d'attention de 10-15 minutes. Dans cet esprit, des supports visuels, tels que des graphiques, des images ou de courts clips vidéo sont nécessaires pour rendre les informations intéressantes et ajouter de la variété à votre présentation. Si vous intégrez la technologie à votre présentation, il est essentiel de vérifier votre présentation à l'avance. Vous risquez de perdre l'attention de votre auditoire si la technologie est lente ou ne fonctionne pas. Il est également utile d'avoir un plan de secours en cas de dysfonctionnement technologique, juste au cas où !

Pratiquer votre présentation implique plus que de simples répétitions devant une foule. Bien que la répétition soit importante, le choix judicieux de votre public de répétition vous assurera de recevoir des commentaires précieux et pertinents. Choisissez un groupe de collègues dont vous appréciez les opinions. Pendant que vous pratiquez votre présentation, notez leurs expressions faciales. Prenez des notes lorsque vous remarquez une erreur ou une information qui peut nécessiter un exemple visuel ou plus de temps pour expliquer. N'hésitez pas à faire des changements en fonction des commentaires que vous recevez, c'est pourquoi vous vous entraînez en premier lieu ! Si vous pensez que vos mots vous semblent maladroits ou sans intérêt, essayez différents mots, une histoire amusante, une blague ou deux. L'humour est un excellent outil pour briser la glace et calmer les nerfs. Pour impliquer davantage le public, vous pouvez poser des questions auxquelles tous les participants peuvent s'identifier.

Si vous voulez vraiment vous mettre à la place du public, enregistrez-vous. En voyant et en vous entendant parler, vous pourrez juger de la flexion, de la vitesse et de l'énonciation de votre voix. Et rappelez-vous, le timing est tout ! Assurez-vous de chronométrer votre répétition et apportez des ajustements à votre vitesse de livraison ou à la longueur de votre présentation, si nécessaire.

Le jour de votre présentation, arrivez toujours tôt pour vous familiariser avec la salle ou la scène où vous allez parler. Vous devriez également utiliser ce temps pour tester votre technologie en vérifiant chaque diapositive et tout autre support visuel que vous utilisez. Placez la salle dans un style (organisez des tables et des chaises) qui se prête aux activités que vous animerez. Placez tous les documents nécessaires à un endroit qui ne gênera pas les participants en retard. En prime, arriver tôt vous donne plus de temps pour vous détendre et saluer les participants qui entrent, ce qui vous aide à établir de bonnes relations avec votre public avant même de commencer à parler.

r_bourget@yahoo.com
(MTS) Maitrise en travail social



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 5

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIEME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1ère femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » » .

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :

Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

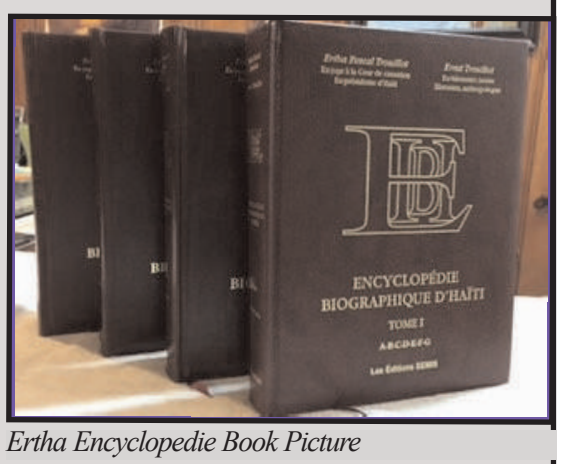
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes , de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti» se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Comme le soutient le préfacier du 3ème tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d' Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOMES I ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : «ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses :a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, N Y 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique **JACQUES VIAU** du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une **AMBULANCE EQUIPEE** et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.

Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.
Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 6

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

GRENN PWONMENNEN

Verite sou tanbou : Nan basen y ap benyen an pa gen kache lonbrik

Sa gen plis pase youn lane, depi 6-8 jiyè 2018, m ap tande y ap di sitiyasyon an rive nan dènye bout li. Epi nou wè nou la a toujou nan menm penpenp la. Okontrè, bagay yo vin pi mal. Kounnye a menm, mounn yo fache tout bon, yo frape pye yo atè epi y ap rele : « **Anmweyyyyy ! Nou fout bouke, nou pa kapab ankò !** » Sa n tande a, jèn gason gwo pòtray flank tout senatè deyò, yo pran Chanm Sena a. Nèg Rasta enstale yo nan plas prezidan Sena epi yo kòmanse denonse vòlè ofisyèl. Y ap pale ak pèp la, yo di yo p ap pèmèt okenn senatè visye, vòlè, kadejakè vin parèt tèt yo la a. Mezanmi, gade youn tenten ! Nan kisa nou pran la a ?

Jounalis yo rele Bob C a k ap pran plezi l ak Premye minis nonmen avek 2-3 kabrit.

Asireman, mwen pa bay okenn nouvèl ke tout mounn pa deja konnen. Paske tou sa m ekri a deja nan tout rezo sosyo, kit se sou *WhatsApp, Facebook, Instagram, Twitter,* elatriye. Se pa sezon pale ankò, pitit pèp la pase alaksyon. Gen lontan mwen te wè sa pou yo, paske nan editoryal ak nan atik *Ayiti-Obsèvatè* yo, mwen te wè yo di : « *Si Lajistis pa ka bay bon jan jistis nan peyi a, si chèf yo ap pase pèp la nan betiz, se pou pèp la pran sa anmen e bay tèt li pwòp jistis li* ». Enben se nan « kalfou tenten » sa a nou rive. Se konsa sèlman mwen ka esplike sa k pase nan Chanm sena a, nan Pòtoprens, jou mèkredi 11 septanm nan. Se jou sa a ofisyèl yo te chwazi pou fè tentennad ofisyèl yo a epi bay youn swa-dizan Premye minis chans vin kontinye menm tenten an. Pèp la rele byen fò, li di «

Non, se swa jamè, Abraam di sètase!»

Pandan ke mesye yo bay pou Fris Wilyam Michèl la (Fritz William Michel) te gen tan chita nan Salon diplomatik Sena a avèk tout swa-dizan minis li yo, menm mennaj prezidan Sena a pami yo, pitit pèp la pran sitiyasyon an anmen. Yo pa bay pèsonn kou, yo pa touye pèsonn. Yo pa boule okenn kawotchou. Yo annik mete prezidan Sena a deyò, yo di pa gen okenn reyinyon k ap fèt la a. Gòl amen sa a p ap pase.

Epi se volonte pèp la ki fèt jan sa dwa. Okontrè, gen youn swa-dizan minis, younn nan medam yo, ki te fè gwo endispozisyon nan Salon diplomatik la. Yo t oblije kouri rele anbilans pou li. Zafè k regade yo. Pèsonn pa t di yo kontinye agase pèp la konsa. Pinga yo di m pa t avèti yo : Men pita pral pi tris !

Kòm tout pawòl deja nan lari, se analiz ase pou n fè. Ann kòmanse an premye ak kesyon gwo lajan ki te distribye a. Pa lajan peyi non, paske goud zòrèy bourik la pa prèske vo anyen. Se an dola mesye yo pale. Kijan nou ka esplike ke Premye minis ki lonmen depi 22 jiyè a, ki t ap dodo meya l nan Karibe lotèl ansanm ak tout ti medam li yo, konprann li ka achte djòb la ak goud. Yo egzije l pou l jwenn dola vèt. Peyman an goud pa peyman. Se sa yo di. Epi mesye Frits bay rande-vou lakay younn nan senatè yo. Li debake byen chaje ak senk san mil dola ameriken (500 000,00 $). Jis pou lafòm n ap bay li an goud tou. A 94 goud pou youn dola, sa fè 47 milyon goud.

Se konsa Frits Michèl vin lage lajan sou senatè yo. Sa k te la pran pa yo menm lè a. Lòt ki pa t la jwenn pa yo le landmen. Epi gen younn ki te di n a kite l pou mwen kote n konnen an. Kivedi, se pa premye fwa lajan distribye konsa. Antouka, se konsa 5 senatè pami sa yo ki swa-dizan se senatè PHTK yo ye resevwa san mil dola (100 000,00 $) chak. Gade kijan fap-fap nou vin genyen plis milti-milyonnè PHTK, paske 100 mil dola a reprezante nèf milyon kat san mil goud (9 400 000,00 Gd) pou chak. Sa w di pou sa, « *Madame Dieudonne Luma Etienne, seule sénatrice de la République ?* »

Jan nou konprann ni, nou menm, sanble te gen youn rebelyon nan mitan mesye-dam PHTK yo ki te soti pou koule Premye minis la. Se konsa, Egzekitif la te degaje l tankou Mèt Jan-Jak, pale ak gwo patwon, pou prezidan Jovnèl Moyiz (Jovnel Moïse) pa t pran gwo wonte sa a ak tout Premye minis li a nan Sena a. Sitou apre jan tout bagay te pase byen dous nan Chanm depite a kote Premye minis la te resevwa 76 vwa anfavè l, zewo kont e 3 abstansyon.

Malerèzman pou Premye minis « *presanti* » a — m pa di *pyesanti* —, li pa t gen tan fè bouch zanmi l yo nan Sena a pou yo tout te gen youn sèl dizon sou kesyon lajan an. Vwala ke senatè Wilo Jozèf (Willot Joseph) gen tan di ke nan sitiyasyon difisil n ap viv la, « *bagay yo di* », pa gen fason pou youn mounn ta refize youn kòb konsa. Dayè, se pa lajan dwòg, ni lajan ki fèt nan move kondisyon. Se sa l di, men nou pa konn vrèman kote yo bare ak tout lajan sa a, pandan ke lajan sanse monte bwa ann Ayiti. Antouka Wilo Jozèf pran mago lajan an vre, e l di poukisa li pran l. Sitiyasyon an difisil, bagay yo di ann Ayiti, *ces jours ci.* Okontrè, msye jwenn plizyè mounn ki dakò avè l, yo di : « *Vrèman, si m ta nan plas msye, mwen t ap pran kòb la tou* ».

Toujou, paske li pa t fè bouch mesye-dam yo alavans, senatè Kedlè Ogisten (Kedlaire Augustin), gen tan bay esplikasyon pa l pouki sa li pran lajan pa l la. Pa gen anyen de nouvo la a. Se konsa bagay yo tojou fèt. Tout Premye minis ki nonmen pou pòs la toujou bay kòb pou yo jwenn vòt senatè yo. Atò ki tout pale anpil k ap fèt la ! Epi se lè a li sonje pou l di ke li menm li pa t pran kras kòb. Vrèman ? Ou kwè gen okenn mounn ki kwè w ? Ou fin esplike ke se konsa bagay yo toujou fèt depi depi, epi apre sa pou w vin di ke fwa sa a bagay yo te fèt youn lòt jan. Ban m van pou m al Lagonnav !

Anvan m bliye, fò m bay non 2 lòt senatè PHTK yo ki fè pati 5 la. Gen senatè Wilfrid Jelen (Gélin), ki te resevwa Premye minis la lakay li kote distribisyon an t ap fèt la. Epitou, senatè Jak Sovè Jan (Jacques Sauveur Jean), ki pa t la, men ki resevwa pa l le landmen. Selon Konstitisyon an, ni Premye minis « presanti » an, ni tout senatè ki pran kòb la — san dout se pa 5 ase —, tout ta fèt pou anba kòd. Sa k pase a rele « **kòripsyon** ». Selon sa atik 2 ak 5 nan lwa kont **kòripsyon,** ki te pase nan lane 2014, sou gouvènman PHTK a menm, sa k pase a se bon jan **kòripsyon.** Mounn ki pran lajan nan youn sitiyasyon konsa vyole lalwa, se pou yo jije e pran prizon, pou trase youn egzanp.

Kòm se yo ki chèf, lalwa pa fèt pou yo. Antan ke « *bandi legal* » yo gen dwa pase lalwa ak Konstitisyon anba pye. Nèspa vrè ke pawòl la d i: « *Konstitisyon se papye, bayonnèt se fè ?* » Se poutèt sa, Minis Lajistis la, ki se youn minis defakto depi 20 mas, kouri di l ap met Lajistis ann aksyon sou kesyon an. Men se jèn gason yo ki te pran kontwòl Sena a yo pral arete, paske sa yo fè a rele « *flagran deli* ». Se bagay tout mounn te konstate lè yo te pran kontwòl Sena a. Video ap sikile toupatou. Fòk yo gen respè pou lalwa. E pou lòt vyolasyon lalwa, ki fèt anba chal, nan salon lakay youn senatè ? Ki non nou bay sa ? Sa pa rantre nan menm nivo avèk «*flagran deli* », nèspa?

Antouka, n ap avize minis defakto Jan Woudi Ali (Jean Roody Aly) ke jan l ap manyen dosye sa a li pral viktim. E se pa li sèlman, men yo tout k ap benyen toutouni nan pisin **kòripsyon** an. Si, oparavan, mounn t ap lonje dwèt sou Entèl san bon jan prèv, kounnye a se pwòp yo menm ki di ouvèteman ke y ap blayi nan **kòripsyon,** menm lè yo pa di l egzakteman konsa. «*Wi, mwen pran kòb la paske sitiyasyon an di anpil* ». Se sa youn senatè di nan radyo pou tout mounn tande. Youn lòt bay sa pi klè toujou : « *Se konsa bagay yo toujou fèt pou Premye minis ' presanti ' ka pase egzamen Sena a. Pa gen anyen de nouvo* ». Epi minis Lajistis pa mande pou arete yo tousuit ?

Pawòl Levanjil la di : « *Se pawòl nan bouch ou k ap kondane w* ». (Matye 12:37) Kidonk, minis Ali lage l nan fè abi. L ap itilize « *deux poids, deux mesures*», jan yo di an franse a. Osnon jan yo di l ann angle : « *Double standard* ». Li konprann li ka pran pòz dan pouri ki gen fòs sou bannann mi. Enben n ap avize l depi jodi a, pinga l di li pa t konnen. Mesye Ali, w ap monte sou resif. Se pral byen jwenn ak byen kontre. Sa w jwenn ansanm ak tout **koriptè** e **kowonpi** parèy ou yo n ap byen merite l.

Fòk nou remèsye senatè Sorèl Jasent (Saurel Jacinthe) pou kouraj li. Paske se li menm ki pete abse a. Se li menm ki te met koze lajan Premye mMinis « *presanti* » a te bay senatè PHTK yo deyò. Se li menm tou ki te di menm prezidan Sena a, Kal Mira Kantav (Carl Murat Cantave), te vin ofri l san mil dola tou. E se pa youn sèl fwa senatè Kantav te vin ofri l kòb.

Selon sa k ap di, Kantav pran kòb pa l tou. Anplis de sa, msye jwenn youn machin gwo pri, bagay wololoy nèt, nan men youn patwon Premye minis «presanti » a. Koute sa prezidan Sena a di pou l rale kò l anba akizasyon ke l patisipe nan **kòripsyon** an tou. Li di se sèl minis Lasante a ke l fè nonmen nan kabinè a. Ou kwè n byen tande sa prezidan Sena a di ?

Sè twouve ke minis Lasante a, Anani Jan-Franswa (Anani Jean-François), ki gen 31 lane sou tèt li, ta pral minis Lasante ki pi jèn nou te janm genyen. E pawòl la te deja nan lari ke se ti mennaj prezidan Sena a. Atò sa k gen de mal nan sa ? Mesye Kantav di, piblikman, ke li pa gen anyen l ap kache. Madanm ni okouran, mari dam nan okouran tou. Menm Legliz li konnen Anani se « *bon zanmi* » l. E yo pa gen pwoblèm ak sa ! Donk, pouki sa mounn deyò ap vin foure bouch nan youn kesyon ki pa regade yo?

Natirèlman, minis Lajistis defakto Ali pa ka fè arete prezidan Sena a, paske li gen sa yo rele *iminite,* menm jan ak tout lòt senatè yo ki gen lisans pou yo fè sa yo vle an tout *enpinite.* Se kòm si piblikman yo tout di : « *Enben si n kapab mache pran nou non !* » Kidonk, menm si nou wè lonbrit yo — epi plis pase sa — nan benyen toutouni nan pisin **kòripsyon** an, se fèmen bouch nou. Se «senatè la Repiblik » yo ye, yo gen dwa fè e defè epi lalwa pa gen okenn pouvwa sou yo.

Antouka, gen youn pawòl an franse ki di, « *Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse* ». Wi, « *tank n al chache dlo ak kalbas la, youn lè konsa l ap sot tonbe epi l ap tou kraze* ». Enben se konsa mwen wè n ap avanse prese-prese sou kalfou tenten an. Mwen pa ba yo bouch, men sa m wè pou yo Antwàn nan Gonmye pa wè l. E m ap pale pou yo tout : Prezidan, Premye minis « *presanti* », senatè, depite ak tout lòt zagribay ki ozalantou yo nan òganizasyon malfèktè yo rele gouvènman an.

Nou pa ka fèmen bwat koze a san m pa bay dènye eskandal kabrit la. Non, se pa sa nou kwè a. Nou p ap pale de kabrit Simalo, kabrit defen prezidan Antwàn (Antoine) Simon an. Ni se pa zafè solda pakistanè Nasyon Zini yo te kenbe ap fè kadejak sou fenmèl kabrit ann Ayiti. Bagay sa yo pase byen lontan. M ap pale de kabrit ki sanble fèt ak lò ke Premye minis « *presanti* » an te vann Leta lè l te gen konpayi ki t ap fè konmès ak Leta, ant lane 2016 ak 2018, tou lòt jou la a. Lè sa a Leta te gen youn « Pwojè Kabrit » pou konbat lamizè, sitou andeyò, jan yo konn di pou peyizan.

Selon sa senatè Youri Latòti (Latortue), prezidan Komisyon etik ak anti-kòripsyon nan Sena a, li fè youn lòt gwo dekouvèt nan fason otorite yo ap dechèpiye peyi a. Gen youn pawòl kabrit ki pa piti. Mesye Fris Wilyam Michèl te ranje sa pou pri kabrit li te vann Leta yo te koute trante-en mil goud (31 000,00 Gd.) Selon dokiman yo jwenn, se mil (1 000) kabrit msye te vann Leta, ki fè 31 milyon goud. Nou menm nou kalkile l a 40 goud pou youn dola lè sa a, kivedi youn kabrit te vin koute sèt san swasann-kenz dola ($775,00 $). Gen youn ekspè ki di m lè sa a ak youn 400 goud, osnon 10 dola vèt, ou te ka achte youn kabrit byen anfòm. Donk, nou ka konprann ki klas benefis Fris t ap fè sou do Leta.

Epi se pa sèlman biznis kabrit la li t ap fè ak Leta. Antou, yo jwenn ke msye te fè biznis ak Leta pou youn milya de goud. Pa bliye se 100 milyon ki fè youn milya. Mwen pa pral konvèti l an dola, paske nou pa konn sou kobyen tan sa te fèt epi goud la gen kèk tan l ap pèdi valè. Men nou konprann kesyon an, se pa konmès pou senk kòb nwè. E msye te fè anpil sa yo rele « *surfacturaction* » mete plis sou pri pwodui yo pase sa yo te vrèman koute. Epi youn dènye konsiderasyon sou biznis li ak gouvènman an. Konbyen taks li te peye. Asireman zewo, osnon kèk ti pennich. Youn Nèg konsa, veteran nan bay manti, nou pa pran

Ale paj 14

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 7

LE PHTK PARVIENDRA-T-IL À TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ HAÏTIENNE ?

L'État de droit irréalisable, vive la mafia au pouvoir

Suite de la page 1

républicain, dans le cadre d'un projet concocté par une équipe d'hommes parvenue au pouvoir sous de faux prétextes, et qui doit être éjectée sans plus tarder, afin de rétablir le bon fonctionnement des institutions de l'Etat.

En effet, depuis l'accession du Parti haïtien Tèt Kale (PHTK) au pouvoir, en 2010, mais surtout après la prestation de serment de Jovenel Moïse, le 7 février 2016, l'actualité nationale est riche en scandales tels que le pays n'en avait jamais connus auparavant. Parce que le paradigme, à tous les niveaux de la pensée, a changé. Les hommes et femmes au pouvoir s'éloignent totalement des modèles établis par à prédécesseurs. Si, dans le passé, des politiciens dévoyés tentaient d'apporter certaines modifications dans leurs comportements, en introduisant des outils presque totalement réprouvés par la société, avec l'actuel président haïtien, il s'agit d'une rupture totale avec le schéma en usage depuis l'indépendance nationale. Par leurs gestes et décisions, en général, Jovenl Moïse et ses alliés les plus fiables font de la corruption la base de leurs politiques. D'où les fraudes fiscales, les détournements de fonds publics, la contrebande, le viol du protocole par rapport aux marchés publiques et, bien sûr, la surfacturation qui caractérisent les différentes opérations qu'ils ont menées et qui ont déclenché tant de scandales.

A la lumière de ceux-ci, il devient clair qu'il s'agit d'une attitude collective des hommes au pouvoir, ayant tous participé au brigandage financier institué par PHTK au détriment du peuple haïtien. Que ce soit au niveau de l'Exécutif ou du Parlement, l'objectif consiste à dépouiller l'Etat par tous les moyens possibles. Et le président et ses alliés conditionnent l'appareil judiciaire pour protéger tous ceux impliqués dans ces actes répréhensibles et hautement criminels. Il est donc aisé de comprendre pourquoi la justice, en la personne du commissaire du gouvernement de Port-au-Prince, s'empresse de mobiliser l'action publique contre les citoyens accusés de peccadilles ou d'autres infractions moins graves, tandis que les criminels endurcis proche de la présidence et du Parlement courent les rues sans jamais s'inquiéter de rien.

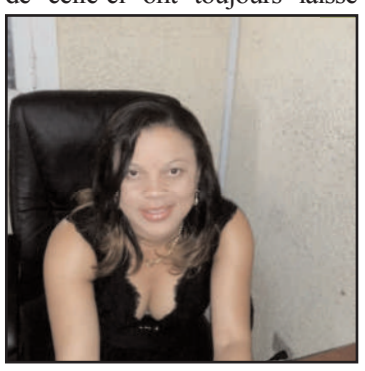
Détournements de fonds publics à répétition

Un des plus grands crimes à l'honneur, sous les régimes Tèt Kale, le détournement de fonds publics s'étale dans toute sa laideur, au sein de l'administration publique. Ces phénomènes se sont produits de manière scandaleuse, cette dernière semaine.

En effet, la dernière en date de ces esclandres récurrents, qui caractérisent Jovenel Moïse et son gouvernement, met en vedette Magalie Habitant, ancienne directrice du Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS). Dans une émission de la radio Zénith, à Port-au-Prince, vendredi dernier,13 septembre, cette femme est dénoncée d'avoir orchestré une série de dépôts sur ses comptes commerciaux et privés au détriment de la caisse publique.

Le dossier de Mme Habitant se trouve présentement au Tribunal de première instance de Port-au-Prince, dont le juge Jean Osner Petit Papa est chargé de l'instruction. Dans la même émission, il est fait état de détournements de fonds publics réalisés par cette dernière ayant fait transité des centaines de millions de gourdes par ses 19 comptes en banque. Dans le cadre de ce dossier, il faut poser la question : Au profit de qui Mme Habitant effectue-t-elle les retraits récurrents sur ses comptes ? Dans la mesure ou elle passait pour un bailleur de fonds privilégié, voire exclusif, de Jovenel Moïse, longtemps avant l'avènement de ce dernier au pouvoir, il y a lieu de se demander si ces comptes en banque de Magalie Habitant n'ont pas été établis avec les mêmes objectifs que celui qu'avait créé Cassandra Jean, conjointement avec sa cousine Magda Bernier, à la demande de Jimmy Fervil, employé du Sénat proche du sénateur Onondieu Louis, questeur du Sénat de la République. Mme Jean était étonnée de constater que des sommes totalisant plus de 29 milliards 784 750 gourdes (USD 340 millions $) étaient déposés à son compte. Alors que Fervil lui donnait des instructions de lui remettre les montants des retraits effectués en liquidité au fur et à mesure que les dépôts se réalisent.

On ne devrait pas s'étonner d'apprendre que le système mis en place par Magalie Habitant soit modelé sur celui inventé par le sénateur Louis et son équipe. Quant à Mme habitant, trafiquante de drogue de son état, dans le Nord-Ouest (Port-de-Paix), elle s'empressait toujours de dépanner l'homme d'affaire Jovenel Moïse, avant même que soit lancée Agritrans, la compagnie agricole de M. Moïse. Des proches de celle-ci ont toujours laissé



Magalie Habitant, le bailleur de fonds le plus ancien de Jovenel Moïse.

entendre qu'elle « *finançait* » les projets du futur président.

Une telle situation devrait mettre la puce à l'oreille des enquêteurs par rapport au dossier de l'Unité centrale de référence fiscale (UCREF) sur Jovenel Moïse, car ayant été à la base de son « *inculpation pour blanchiment des avoirs* ». On se rappelle qu'il n'a jamais été donné à l'UCREF, encore moins au juge instructeur chargé du dossier relatif à cette accusation, d'établir l'origine des plus de USD 1 million $ que Moïse et son épouse avaient sur leur compte en dollars en résidence à la Banque nationale de crédit.

La surfacturation, autre méthode de détournements de fonds publics

Après les projets financés à partir du fonds PetroCaribe, dont la surfacturation était avérée, suivis des contrats liés aux kits scolaires et sanitaires passés suivant les mêmes protocoles, cette méthode de gestion des paiements s'inscrit dans la stratégie de Jovenel Moïse, des parlementaires PHTKistes et d'autres fonctionnaires proches de la présidence ou de la majorité parlementaire pour siphonner les fonds publics. Le dernier scandale, qui a éclaté fait état de la transaction de vente de cabris (chèvres et boucs) au gouvernement haïtien. Soit un total de 1 000 à 31 000 gourdes l'unité pour une valeur de 31 millions de gourdes. Au taux de 92 gourdes pour un dollars U.S., cela fait USD 336 957,00. Grand mangeur sur toute la ligne, à l'instar de son patron et ses autres collègues du monde Tèt Kale, Michel pratique la surfacturation avec voracité. Par exemple, répète-t-on dans les milieux proches du pouvoir, entre 2016 et 2018, ses transactions avec le gouvernement lui auraient rapporté environ 1 milliard de gourdes, soit plus de USD 10 millions $.

Sous le régime Tèt Kale, la stratégie de vol des deniers du peuple ne se limite pas à la surfacturation. Les ponctions effectuées sur le budget des cabinets ministériels, des secrétaireries d'Etat et des entreprises publiques sont un autre créneau que s'offrent les hommes du pouvoir. De même que les valises, caisses et autres récipients remplis d'argent qu'ils obtiennent des hommes d'affaires bénéficiaires de franchises douanières versant des ristournes sur les profits réalisés.

En effet, on peut prendre comme exemple les USD 500 000 $ qu'a distribués le Premier ministre nommé aux cinq sénateurs en échange d'un vote favorable à son énoncé de politique générale. Ou encore des sommes inconnues que Fritz William Michel et la présidence avaient, auparavant, versées aux députés de la majorité présidentielle pour le même motif.

On ne doit pas oublier les ristournes que les hommes et femmes liés au Palais national ainsi que les parlementaires proches de la présidence reçoivent sous formes d'argent liquide et en espèces des hommes d'affaires qui passent pour des associés de la gent Tèt Kale, notamment la famille présidentielle et les proches collaborateurs de Moïse ainsi que les sénateurs et députés faisant partie de cette confrérie de bandits. C'est particulièrement le cas des hauts fonctionnaires et membres des deux Chambres qui font de la Douane et des différentes institutions nationales des « *créneaux d'exploitation* » dont ils reçoivent des chèques multiples. On peut citer en exemple le dossier Dermalog, la compagnie allemande ayant bénéficié du contrat, en vue de la création de la nouvelle carte d'identification nationale, en prévision des élections. Dans le cadre de la signature du document y relatif, la première dame, Martine Moïse, avait, sans aucune qualité à lui conférée par la Constitution, fait le déplacement à Paris, en France, avec la délégation qui avait pour mission de négocier l'accord et de signer pour le gouvernement haïtien. On ignore le montant de la commission qui a été versée à Mme Moïse.

Tout compte fait, les données sont irréfutables : Jovenel Moïse avec ses alliés PHTKistes et Tèt Kale ont monté une conspiration pour appauvrir le pays en volant sans ménagement ses ressources. Ils souscrivent aux mêmes méthodes et son animés du même instinct criminel dans les domaines de leurs « *expertises* ». Que ce soient dans les détournements de fonds, la surfacturation, les exigences liées aux ristournes et commissions ou encore aux pots de vin, sinon à d'autres subterfuges pour dépouiller la nation, ils partagent la même stratégie.

Tout cela éloigne la nation de l'État de droit qui fait l'objet du débat national et auquel aspire le peuple haïtien. Mais avec PHTK au pouvoir, en la personne de Jovenel Moïse, c'est un rêve irréalisable. On ne peut renverser cette tendance sans se défaire des dirigeants actuels. En clair, donc, la fin de la présidence de Nèg Bannan nan reste un passage obligé pour que se réalise le changement qui s'impose.

L.J.

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

DE BROSSE& STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse

Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue **(Suite 103)**

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 8

BESTCARE UNISEX
BEAUTY SALON INC.

SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
(718) 740-4523

MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

HAITI OBSERVATEUR

Là manke gid, pèp la gaye !

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.NET

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 9

NOUVELLES MOBILISATIONS DE L'OPPOSTION EN HAÏTI

Combien de temps Jovenel Moïse peut-il durer encore ?

Suite de la page 1

À Port-au-Prince, la ville était «*verrouillée* » totalement lundi (16 septembre). Toutes les grandes artères étaient barrées, quand ce n'est pas avec des barricades enflammées, des troncs d'arbres, des carcasses de véhicules ou encore de grosses pierres sont placées sur la chaussée rendant impossible la circulation des véhicules. À la capitale et en provinces, les écoles, les entreprises et les banques n'ont pas ouvert leurs portes. Le transport en commun a chômé complètement.

Lundi, aux abords du Champ de Mars, les grévistes ont failli mettre le feu au supermarché Roi des Rois. L'intervention ponctuelle des sapeurs-pompiers a permis de circonscrire le fléau. L'immeuble en est sorti seulement avec sa porte principale flambée. À noter que des policiers en patrouille aux Champ de Mars ne sont pas intervenus pour démanteler la barricade enflammée qui avait été posée.

On a observé une scène violente de manifestants aux abords du Palais national ayant intercepté le cortège présidentiel composé de 15 véhicules qui allait s'engager à l'entrée, en provenance de Pèlerin, dans les hauteurs de Pétion-Ville où se trouve la résidence privée de M. Moïse. Les véhicules ont essuyé une pluie de pierre avant d'être évacués sans encombre par des policiers ayant tenu les protestataires à distance à l'aide de gaz lacrymogène.

Ce dernier incident fait suite à un premier du même genre au cours duquel le véhicule du chef de l'État et ceux qui l'accompagnaient ont été pris en chasse par une foule nombreuse. Les bombes lacrymogènes ont été utilisées massivement avant que les policiers qui accompagnaient le cortège parvenaient à dégager le passage.

La journée du lundi a été marquée par la réussite totale de la grève déclenchée pour exiger le « *départ sans condition* » de Jovenel Moïse. Mais aussi pour protester contre la crise de produits pétroliers qui sévit dans tout le pays depuis bientôt quatre semaines rendant le précieux liquide de plus en plus rares. D'ailleurs la grève générale avait forcé la fermeture des pompes à travers la capitale et dans les villes de provinces, les propriétaires des stations-services craignant les actes de violence qui auraient pu être déclenchés contre leurs installations. Surtout que les chauffeurs de taxi-motos accusent les vendeurs de carburant d'avoir provoqué le marché noir qui a fait grimper les prix de l'essence à la pompe aux environ de USD 6 à 7 $ quand il est possible de trouver une rare pompe qui vend la gazoline. Autrement, les automobilistes et les opérateurs de taxi-motos aux abois n'ont pas hésité à payer l'essence jusqu'à USD 10 $ le gallon.

Les organisateurs des manifestations se sont félicités d'avoir provoqué la fermeture de toute la capitale profitant aussi de l'occasion pour adresse des éloges à la population qui a consenti d'énormes sacrifices pour faire de cette deuxième journée de grève un succès dotal.

Impact sur la clientèle

La journée du mardi (17 septembre) a été encore un plus grand succès que la précédente. Les activités commerciales, au niveau des marchands, qui étaient remarquées au début de la journée, s'étaient vite arrêtées avant midi offrant une situation semblable à celle constatée la veille. Toutefois, une fois de plus, les écoles, le commerce en général et les banques n'ont pas ouvert leurs portes.

Si les écoles nationales n'ont pas émis de communiqué, en raison de la grève, les écoles congrégationalistes, de leur côté, ont averti les parents de garder leurs enfants à la maison et de suivre l'évolution de la situation jusqu'à jeudi.

La rareté de carburant auquel s'ajoute la grève ont contrarié les passagers qui devaient voyager à l'étranger à bord par voie aérienne. Le transport en commun a chômé et les véhicules privés n'ont pas voulu s'aventurer dans les rues. Un passager qui tenait à partir quand même a dû se faire transporter par un taxi-moto. Sa valise placée devant le conducteur et lui en croupe, le trajet de Tabarre (proche de l'ambassade américaine à l'aéroport Toussaint Louverture lui a coûté 500 gourdes, 5 gourdes en temps normal.

Un autre résident de Tabarre qui avait pu trouver place dans un véhicule privé pour se rendre à son travail à Pétion-Ville, faute de pouvoir trouver de transport pour faire le trajet en sens inverse, a dû longer toute la distance à pied.

D'autre part, les barricades enflammées ont été placées presque partout à la capitale. À l'aéroport, ce mardi, le quartier était devenu tout noir. Avec plus d'une centaine de pneus usagés qui brûlaient, la visibilité était réduite presqu'à zéro. À telle enseigne on craignait que les avions n'allaient pas pouvoir atterrir. Mais l'atterrissage a pu s'effectuer sans problème. Mais l'inconvénient s'est trouvé ailleurs.

En effet, suite à la pénurie de carburant en sus de la grève qui gardaient les automobilistes à la maison, les passagers ne pouvaient pas se déplacer pour se rendre à l'aéroport. Ce qui a eu pour conséquence que les vols repartaient vides.

Mauvaises nouvelles pour Jovenel Moïse

Au train où se déroule la mobilisation jusqu'ici, cela risque de se compliquer davantage le lendemain et les jours suivants. Car les protestataires ont juré qu'ils ne vont pas rentrer chez eux tant que Jovenel Moïse n'aurait pas quitté le Palais national. Mais les nouvelles ne sont pas bonnes pour le chef de l'État se retrouvant en porte à faux par rapport à deux de ses importants alliés. Il s'agit du président du parti présidentiel créé par Michel Martelly, Sainphor Liné Balthazar, et Évans Paul, dit K-Plim, ex-Premier ministre de Michel Martelly.

Dans un long communiqué émis le 16 septembre dont Roberson Alphonse, rédacteur au quotidien *Le Nouvelliste,* a publié des extraits dans l'édition du 16 septembre, M. Balthazar invite le chef de l'État à lâcher son Premier ministre nommé.

Cité par Roberson Alphonse, Sainphor Liné Balthazar déclare : « *Nous constatons qu'après six mois on ne peut pas avoir un gouvernement. Nous voyons que la chose démarre mal en considérant la façon dont se déroulent les échanges entre le Premier ministre nommé et certains sénateurs. Nous pensons qu'il faudrait mieux qu'il y ait un accord politique, que le gouvernement soit issue de l'accord politique. C'est toujours comme ça que cela est fait et pas l'inverse. Tant que le président persiste à faire l'inverse, à faire un gouvernement pour aller vers un accord politique, il aura toujours des difficultés* ».

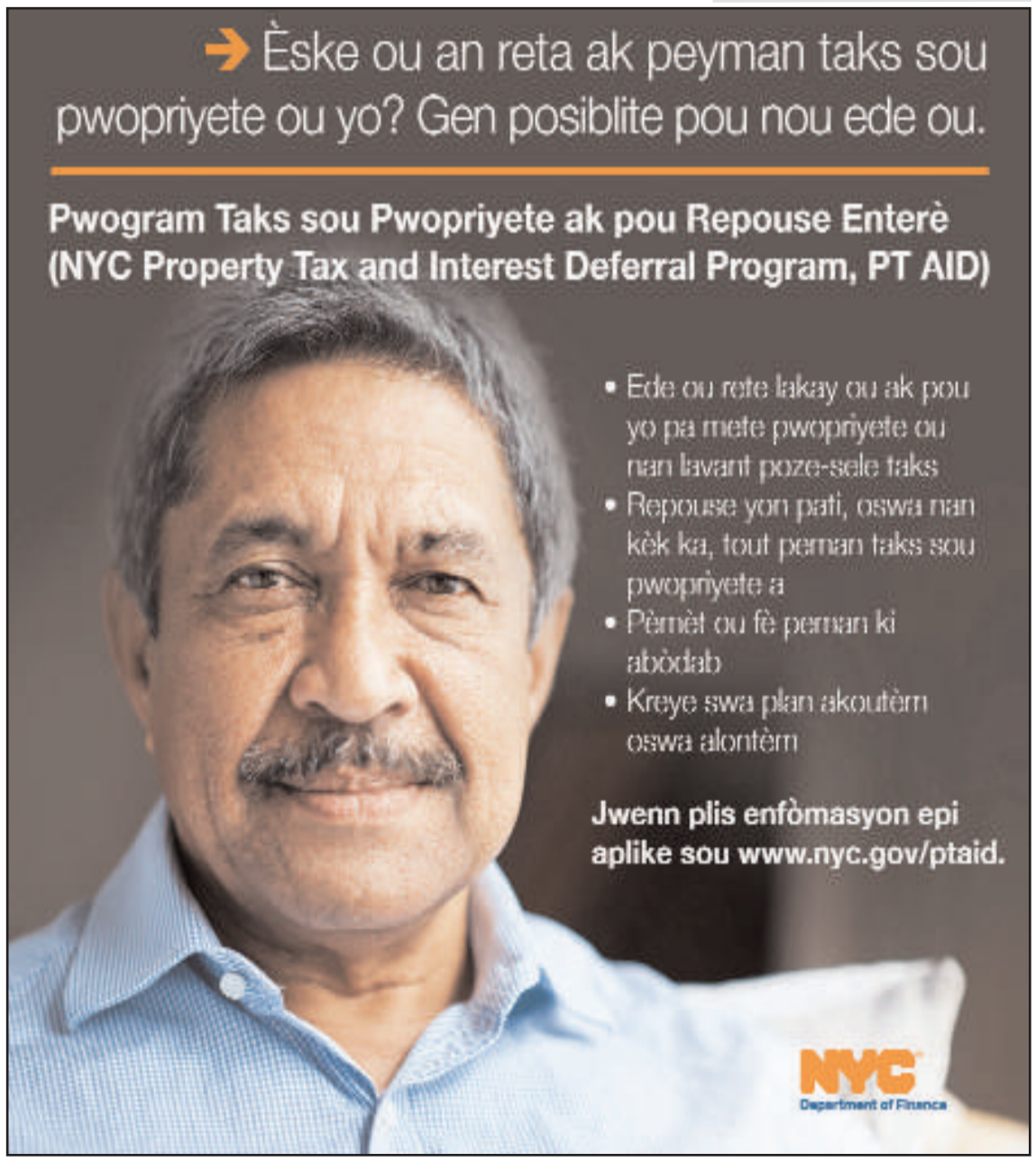
Plus loin, le président du PHTK ne ménage point le ton. Au contraire, il semble même vouloir enfoncer le clou. Aussi ajoute-t-il : « *Rendez-moi fou ou sage. Vous avez un Premier ministre nommé et vous avez un "pays lock". Or par définition, le gouvernement doit être capable d'inspirer confiance. Ce gouvernement tel qu'il est, avec un pays lock, a-t-il un Premier ministre nommé qui peut être l'interface avec les forces qui bloque le pays? Le président peut vouloir faire ratifier le gouvernement mais nous ne pensons pas que c'est cela qui résoudra le problème* ».

De l'avis de Balthazar, qui parle avec autorité au nom du parti et, selon toute vraisemblance, en accord avec le fondateur, l'ex-président Martelly, la solution de la crise passe nécessairement par « *un accord politique* ». Selon lui, ce passage est nécessaire et obligatoire pour réaliser tous les projets politiques, y compris les élections.

Et M. Balthazar d'ajouter : «*Le PHTK, attentif au vécu et au ressenti des citoyens, de ses militants et de ses sympathisants est interpellé par le constat d'une double incapacité à savoir : l'incapacité à mettre en place, après six mois, un gouvernement légitime, à même de respecter nos engagements internationaux et de combler les attentes de la population sur les plans politiques, économique et social ; l'incapacité à respecter les échéances constitutionnelles liées au déclenchement de la procédure de révision de la charte fondamentale, au renouvellement dans les délais du personnel politique à travers des élections crédibles et à l'investiture de la 51e Législature le deuxième lundi de janvier 2020* ».

Un choix en Jovenel

Suite en page 12



Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 10

ÉDITORIAL

Suite aux dernières révélations, l'administration haïtienne a besoin d'une refonte

Après l'opération de détournement massif du fonds PetroCaribe, le scandale *Dermalog,* l'affaire des kits sanitaires et scolaires, l'octroi de franchises douanières aux hommes d'affaires liés au pouvoir, ajoutés à toutes les autres combines de corruption exposées au cours des deux dernières années, on s'imaginait avoir tout entendu de Jovenel Moïse et de ses associés politiques. C'était ne pas bien connaître les pillards du Parti haïtien *Tèt Kale* (PHTK). Les dernières révélations concernant des membres de l'Exécutif et des parlementaires, y compris l'homme choisi pour piloter le gouvernement, mettent en évidence à quel point le pays est pris en otage par une confrérie de brigands et de voleurs.

En effet, presque coup sur coup, la conscience nationale a été, encore une fois, ébranlée et acculée à l'indignation par de nouvelles révélations du sénateur Youri Latortue, président de la Commission éthique et anti-corruption du Grand Corps, concernant le président de la République. Le gouverneur de la Banque centrale, Jean Baden Dubois, n'a pas eu froid aux yeux pour octroyer un prêt de USD 100 millions $, à la cloche de bois, à une entreprise appartenant au président haïtien, transfuge d'Agritrans, autre société de M. Moïse accusée par la Cour supérieure des comptes et du contentieux administratif (CSC/CA) d'avoir participé au pillage des USD 4,2 milliards $ du Fonds PetroCaribe.

Par ailleurs, moins d'une semaine plus tard, au cours d'une émission à Radio Zénith, le vendredi 13 septembre, Magalie Habitant, ex-directrice du Service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS), est accusée d'avoir eu un total de 19 comptes en banque qui sont alimentés des ressources détournées de la caisse de l'Etat. D'aucuns font croire que, agissant au nom de Jovenel Moïse, elle faisait des ponctions sur le budget du ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles qu'elle faisait aboutir sur ses comptes privés et commerciaux, ainsi que des fonds d'origine douteuse. Il faut déterminer à qui étaient destinés les retraits qu'elle effectuait assez souvent de ses banques. Car, bailleuse de fonds de Jovenel Moïse, bien avant que ce dernier n'ait accédé à la présidence, il faut se demander si le président n'était pas l'heureux bénéficiaire de ces déplacements de capitaux.

Le prochain scandale impliquant le Sénat de la République et l'Exécutif a été exposé par les révélations faites par un autre sénateur dénonçant le présidant du Sénat, Carl Murat Cantave, offrant des pots de vin à des sénateurs pour qu'ils votent en faveur de la ratification du Premier ministre nommé, Fritz William Michel. C'est ce qu'a révélé le sénateur Saurel Jacinthe, affirmant avoir été, lui aussi, offert de l'argent, à cette fin, plus d'une fois, par son collègue Cantave, président de la Chambre haute. Selon M. Jacinthe, le Premier ministre nommé est arrivé en la résidence d'un collègue, en l'occurrence Wilfrid Gélin, avec une valise contenant USD 500 000 $ qu'il a distribués, à raison de USD 100 mille $ chacun,, aux sénateurs Dieudonne Luma Etienne, Kedlaire Augustin, Jacques Sauveur Jean, Willot Joseph et Gélin.

Le Premier ministre nommé, qui attend d'être ratifié par le Sénat avec les membres de son cabinet ministériel, n'est pas au bout de ses dérives. Car le même sénateur Latortue est venu dénoncer sa participation à une autre conspiration, type corruption, avec la présidence : Fritz William Michel a vendu un millier de caprins (boucs et cabris) au gouvernement haïtien, à 31 000 gourdes par tête. En sus d'avoir, entre 2016 et 2018, réalisé des transactions avec l'Etat haïtien, par le truchement de diverses sociétés écrans, ayant porté sur environ un milliard de gourdes, soit USD 100 millions $.

Selon toute vraisemblance, l'homme sur lequel le président Moïse a jeté son dévolu pour piloter le gouvernement confirme ses compétences dans la surfacturation, le moyen utilisé par les hommes du pouvoir, passés et présents, pour escroquer le peuple haïtien. Du même coup, il s'inscrit à la même enseigne que les hommes et femmes qui ont fait carrière en tant que dilapidateurs des ressources publiques. A l'âge de 31 ans, Michel, apprend-on, posséderait une maison évaluée à quelque USD 2 millions $, tandis qu'il aurait déjà englouti USD 4 millions $ dans une autre en construction. Toutefois, à ce qu'on sache, il n'a pas hérité d'une fortune de ses parents, ni ses derniers n'ont pas été propriétaires d'usine. Il s'est révélé, pourtant, le collaborateur idéal du chef de l'Etat. Quand on se rappelle le passé de détournement de fonds qu'il traîne derrière lui en tant qu'ex-directeur administratif au ministère de l'Agriculture et des Ressources naturelles, on comprend bien pourquoi Jovenel Moïse l'a choisi comme Premier ministre.

Dans un pays normal, une fois appelé à remplir la fonction pour laquelle il est désigné, la Direction générale des impôts (DGI) et d'autres institutions compétentes du pays auraient lancé une enquête en vue de connaître l'origine de la fortune personnelle de Fritz William Michel, particulièrement en analysant ses déclarations d'impôts pour les six dernières années.

De toute évidence, Jovenel Moïse se sent bien en sécurité avec un homme de l'acabit du Premier ministre nommé à la tête de la primature, de même que la confrérie *Tèt Kale.* Avec PHTK au pouvoir, la gestion de l'administration publique s'effectue différemment que sous les gouvernements traditionnels. Quand bien même les dirigeants donneraient dans la corruption et d'autres crimes dénoncés à longueur de journée, les détournements de fonds publics et d'autres forfaits perpétrés sous Michel Martelly et son successeur, le pays pouvait compter sur des mécanismes inhérents à l'administration publique pour sanctionner les fonctionnaires dévoyés. Mais les organismes de surveillance des opérations financières sont soit démantelés ou mis sous coupe réglée avec des administrateurs manipulés.

A la lumière des comportements des dirigeants *Tèt Kale,* du président de la République jusqu'au dernier représentant de l'Exécutif et de la majorité présidentielle aux deux Chambres législatives, il est plus qu'évident que l'administration publique a, non seulement changé de visage, elle a remplacé ses gestionnaires responsables et intègres par une mafia sans foi ni loi. Vu que celle-ci se donne les grands moyens pour se perpétuer au pouvoir, il faut craindre que le pays ne soit gardé en otage pendant longtemps. N'est-il pas vrai que l'ancien Premier ministre Jack Guy Lafontant l'avait déjà annoncé publiquement : Après le président Jovenel Moïse, Martelly revient, ainsi de suite, *Tèt Kale* au pouvoir pour cinquante ans ?

Que reste-t-il à dire face à ce constat ? La réponse a été donnée à maintes reprises par plus d'un. Certes, il faut changer de leadership. Mais mieux encore, l'administration publique haïtienne doit subir une transformation en profondeur. Il faut trouver les moyens d'empêcher le retour au pouvoir de PHTK, du parti *Tèt Kale,* et de toute autre organisation de nature identique !

HAITI OBSERVATEUR

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, Série élevée
Port au prince, Haïti
Tél. (509) 2234-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montréal H3M3C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valbrun
13 K Avenue Foldhelbe, Rt Rt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom
Company/Compagnie
Address/Adresse
City/ville State/État
Zip Code/Code Régional Country/Pays
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 11

EDITORIAL

Following the latest revelations, the Haitian administration needs an overhaul

After the massive misappropriation of the PetroCaribe Fund, the *Dermalog* identity card scandal, the overbilling of health products and school kits, the granting of customs exemptions to businesspeople linked to the government, added to all the other corruption schemes exposed over the past two years, one believed that all depredations had been heard about the *"Bald-Headed"* Party (PHTK)! Well, the latest revelations about members of the Executive Branch, in concert with some parliamentarians, including the man chosen to lead the government, highlight the extent to which the country is being held hostage by a fraternity of bandits and thieves.

Indeed, the multiplicity of financial scandals have shaken national conscience. More outrageous yet are the new revelations of Senator Youri Latortue, chairman of the Ethics and Anti-Corruption Commission of the Upper House of Parliament, concerning the President of the Republic. Jean Baden Dubois, Governor of the Central Bank, was quick and discreet in granting a loan of $100 million to a company owned by the Haitian President, an offshoot of Agritrans, Mr. Moïse's flagship banana company accused by the Superior Court of Auditors and Administrative Disputes (French acronym CSC/CA) of having resort to an "embezzling scheme" to participate in the looting of the $4.2 billion PetroCaribe Fund.

Moreover, one week hadn't gone by that on Friday, September 13 — bad omen —, Magalie Habitant was being exposed in a broadcast at the reputable Radio Zénith in Port-au-Prince in a scheme whereby she had 19 bank accounts used to divert State resources. To be noted, Ms. Habitant was formerly the director of the government "Refuse Removal Service," a fancy name for clearing up garbage that goes by its French acronym SMCRS. It's believed that, acting on behalf of Jovenel Moïse, she was taking money from the budget of the Ministry of Agriculture and Natural Resources and putting it into her multiple private and commercial accounts, as well as funds from dubious sources. Unknown, however, are those to whom the oft made withdrawals were intended. Considering that long before Jovenel Moïse became president, she acted as lender to the businessman, one wonders whether the businessman-turned-president may be the lucky beneficiary of Ms. Habitant's intricate scheme of moving substantial capital via all the accounts.

Now a new financial scandal is taking center stage. A Senator has made some startling revelations, targeting Senate President Carl Murat Cantave and the Executive Branch who offered bribes to Senators to have them vote for the ratification of designated Prime Minister, Fritz William Michel. Senator Saurel Jacinthe, formerly close to the ruling party, has moved away from what he calls a "band of thieves." He claims that Senator Cantave even made him money offers more than once to get him to relent and support the Prime Minister named. Furthermore, Jacinthe states that the Prime Minister-designate arrived at the residence of a colleague, Senator Wilfrid Gélin, with a briefcase stashed with $500 000 in cash that he distributed to the following Senators: Dieudonne Luma Étienne, Kedlaire Augustin, Jacques Sauveur Jean, Willot Joseph, and, of course, Gélin himself, $100,000 each.

The designated Prime Minister, already approved by the Lower House, faces more hurdles as he awaits, together with members of his cabinet, for ratification by the Senate. Lately, Senator Youri Latortue, chairman of the Ethics and anti-Corruption Commission, has denounced him for participating in another conspiracy of corruption in concert with the Executive Branch. Fritz William Michel sold 1,000 goats to the Haitian government, at 31,000 *gourdes,* (the Haitian currency) per head, for a total of 31 million *gourde*. In addition, between 2016 and 2018, he carried out transactions with the Haitian State, through various front companies, including Caribbean Product and Services, involving about one billion *gourdes,* or $100 million.

In all likelihood, the man on whom President Moïse has set his sights to lead the government confirms his skills in overbilling, a strategy used by those in power, past and present, to defraud the Haitian people. At the same time, he's of the ilk of men—and women—who have made it a career to squander public resources. At the age of 31, Michel reportedly already owned a house valued at about $2 million, and he has sunk some $4 million into another one still under construction. Yet, he's not known to have inherited a fortune from his parents, neither did he win the lottery. He's proven, however, to be an ideal collaborator of the Head of State. When one takes into account Michel's history of embezzlement while he was Executive Director at the Ministry of Agriculture and Natural Resources, it's understandable that Jovenel Moïse would choose him as Prime Minister.

In any normal country, once a public servant of his stature is called upon to perform the function to which he's been named, the General Tax Directorate (DGI,) equivalent to the Internal Revenue Service (IRS,) as well as other relevant institutions, would have launched an investigation to discover the origin of Fritz William Michel's personal wealth, particularly by analyzing his tax returns for the last six years.

Obviously, Jovenel Moïse and the *"Bald Headed"* brotherhood feel fully safe with a man like Fritz Michel as Prime Minister. Obviously, with PHTK in power, the management of public administration is done differently than under traditional governments. Granted, previous leaders also engaged in corruption and committed other financial crimes that were often denounced. But under Michel Martelly and his successor, the mechanisms inherent in public administration to curtail financial shenanigans and punish officials caught in embezzlement schemes have been dismantled or put under the stewardship of crooks.

In light of the behavior exhibited by the "*Bald-Headed*" leaders, from the President of the Republic to the lowliest representative of the Executive, and in both legislative Chambers having a presidential majority, it's more than obvious that public administration has put honesty aside, as mafia-like managers, lawless and without faith, have taken over. Since they have given themselves the means to hold to power illegally, we fear that the country will be held hostage for a long time. Obviously, former Prime Minister Jack Guy Lafontant knew what he was talking about when he publicly said, "*After President Jovenel Moïse, it will be Martelly again, and so forth, holding unto power for 50 years!*"

In light of the foregoing, is there more to be said? The admonitions have been repeated more than once. There must be a change of leadership. But more than that, Haitian public administration must undergo a profound transformation. By all means, PHTK or any similar organization must be barred from assuming power again!

HAITI OBSERVATEUR
Lè manke gid, pèp la gaye

Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti
Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA
Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haiti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Motreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE
Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faidherbe, 8t Bt Aptt. 44
93310 Le Pré ST. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS
1 ère classe
☐ 48.00 $ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 $ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE
☐ 553,00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005,00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE
1ère classe
☐ $73.00 US, pour six (6) mois
☐ $160.00 US, pour un (1) an

EUROPE
☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____
Company/Compagnie _____
Address/Adresse _____
City/ville _____ State/État _____
Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____
Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 12

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Le conservateur devra batailler pour la 2e place si Trudeau est réélu PM

OU LE COMPLOT CONTRE JUSTIN TRUDEAU

Par Dan Albertini

Entre () Les Haïtiens aux É.U. devront mener une bataille historique contre Trump/Pence en Floride pour promesses non tenues. Le vote autant que la campagne active. Fermons ().

L'argent du pétrole albertain est d'un gras propre dans les caisses de la péréquation versée. Ed Stelmach aurait gagné son pari lancé vers 2008-2009 avec l'Alberta Forum Economique, à Genève en Suisse. Edmonton ne se défend plus de National Géographique, il y a de l'argent à faire pour tout le monde dans un contexte énergivore global où la denrée noire est l'impératif incontournable malgré les folies écologiques d'ignorants en la matière, ils tentent de se faire passer pour experts par l'effet de leur phobie tout simplement. Garantir leur *morlingue* vieilli, du cuir de *cows* albertains. C'est ça le sans scrupule que Justin Trudeau aura pigé dès le petit matin de son mandat. Il est parti non seulement d'une diplomatie canadienne de province, mais internationale aussi. Colmater les brèches, panser les plaies étendre les *by pass*, vendre le bien-fondé de l'économie qui encense d'ailleurs le détroit d'Ormuz près du triumvirat arabo-perse que les US et la GB défendraient à coups de missiles balistiques sans consulter un écolo, *niet* ! Justin Trudeau aurait donc en main la carte économique stratégique électorale *infaillible* que l'expert de G West, Paul Michael Wihbey, définissait ainsi à l'AEF, en 2009 : le nouveau monitoring de *déc-2008* évalue l'Alberta comme la puissance pétrolière potentielle aussi forte sinon plus que l'Iran si on la développait. *Une voie libre innovatrice très convoitée*.

L'argent de l'arrêt Jordan n'est par un bref survol de l'observateur, pas possible sans l'effet d'un constat avéré. Les constructions nouvelles sont légion là où le zonage est du cottage ou du simple bungalow pour devenir le triplex *a minima*, dépassant la norme que l'on prétendait pour protéger l'environnement, l'espace vert, la densité de la population, *etc.* C'est la logique du *money talk* aujourd'hui, pour des villes avec même un exécutif conservateur. Comme s'il y avait la main d'une pègre qui manipule. La pègre libanaise est le nouveau genre après la pègre du modernisme asiatique multicéphale. Les relaxations dues à l'arrêt Jordan ont selon l'expert judiciaire moyen consulté, un impact positif sur le milieu concerné qui s'est rapidement mis à l'œuvre pour opérer légalement en prêteurs à gage de troisième niveau et dans l'immobilier de luxe. L'argent n'a plus d'odeur, l'économie va bien. Bravo Justin, disait un analyste politique.

L'argent du cannabis coule à flot maintenant dans les tiroirs-caisses de l'État ; au tour du scrutateur, de ramasser le vote. Un profil de deal politique pacificateur. Quel est le poids des conséquences à venir sur la légalisation du cannabis qui constitue dans les faits, un revenu que le gouvernement de Justin Trudeau a été cherché de plus, en l'enlevant sans peine entre les mains exclusives de groupes criminalisés, il y aura des études financées plus tard. Quel est le régulateur de santé mentale d'abord, de santé globale ensuite, et de santé sociétale pour en fin de compte ? En bref, l'argent du cannabis plus que ses effets de *vapotage* sait faire taire. Il y a élections générales, Justin Trudeau est bien assis, le Conservateur patine. **Alors complot** ?

Le complot contre Justin Trudeau est-il une illusion, un mauvais rêve ou une réalité urbaine, la seule piste qui reste serait donc celle de la salissure. C'est là qu'interviendrait un quidam en apparence. De son téléphone intelligent, il opèrerait en différé sur un complot contre Justin Trudeau. Contact : Philippe Glorieux. Fixé sur Pierre Brodeur le maire de Saint-Lambert, il promet d'influencer Julie Bourgouin. En réalité, le gros morceau convoité serait la lettre qu'il semble suggérer à Philippe, conseiller en *berne* avec le maire soupçonné, dit-il par l'UPAC. Il doit la rédiger afin qu'il la fasse signer comme si c'était Justin Trudeau : **complot ourdi** ? J'ai soumis un questionnaire au maire Brodeur, téléphone muet. Une conseillère de district a visité mon compte Linked in. Envoyé en cc, Julie Bourgouin feint : bruits parasites au cell. (*A suivre).*

NOUVELLES MOBILISATIONS DE L'OPPOSTION EN HAÏTI

Combien de temps Jovenel Moïse peut-il durer encore ?

Suite de la page 9

Moïse et Fritz William Michel

Intervenant pour sa part, dans la même édition du *Nouvelliste*, lors d'une interview à Roberson Alphonse, Evans Paul exhorte le président à laisser tomber Fritz William Michel pour sauver sa présidence. Il a comme recommandé à M. Moïse : « *Pito lakwa al lakay zòt olye l al lakay ou* ».

Aussi précise-t-il : « *Le président doit faire un choix entre lui-même et Fritz William Michel. C'est l'impasse. Comme il est élu et qu'il a un mandat …mais Fritz William Michel est pris dans un pétrin. Il avait un déficit de notoriété, cela se mélange à une série de scandales à répétition qui l'affaiblit. Cet affaiblissement fait qu'il ne semble pas être l'élément de la solution », a indiqué au journal, lundi 16 septembre 2019, l'ex-premier ministre Evans Paul, chef du Kid, parti allié du président Jovenel Moïse*».

Voici la recette de K-Plim pour sortir le pays de l'ornière : « *Il faut dans cette situation un gouvernement de notables, des gens qui apportent une partie de leur réputation, de leur image, de ce qu'ils représentent au sein de la société pour apporter un climat d'apaisement nécessaire au pays* ».

Plus loin dans ce qui peut être considéré comme une plaidoirie pour sauver le régime Tèt Kale, M. Paul précise : « *C'est un accord politique qu'il faut faire pour sortir de cette impasse. Etant donné que l'opposition ne peut pas renverser le président Jovenel Moïse et que le président Jovenel Moïse n'a pas la capacité de gérer le pays tout seul, avec un petit groupe d'amis, il faut que chacun fasse un pas vers l'autre pour trouver le compromis permettant de débloquer la situation. Non seulement pour former un gouvernement mais pour répondre aux aspirations du peuple en matière de gouvernance, de sécurité comme de perspectives* ».

L'ancien Premier ministre ajoute : a « *Je pense que l'accord doit prendre en compte les perspectives qui seront bénéfiques pour le pays. La question de la constitution, elle est fondamentale ; la question des élections pour ne pas avoir de vide institutionnel, la question de la gouvernance, la question de la sécurité …ce sont des questions fondamentales qui vont au-delà de la personne de Jovenel Moïse et du premier ministre nommé. Je pense que dans la situation dans laquelle on se trouve aujourd'hui, il faut que tout le monde mette leur orgueil de côté* ».

Et Roberson Alphonse fait suivre ces paroles en guise de conclusion de K-PLim : « *Nous sommes dans un exercice de match nul. Ce qu'on appelle exercice de match nul est que l'opposition, avec toutes les maladresses du pouvoir et les contraintes de la population, a la capacité de donner l'impression qu'elle a bloqué le pays. Le pouvoir, de son côté, ne peut pas donner de solutions. Il ne peut même pas mettre un gouvernement. Dans cette situation, il faut que tout le monde reconnaisse qu'ils n'ont pas la capacité de répondre aux aspirations du peuple haïtien.*

« *Nous n'avons rien fait sur la Constitution. Nous allons faire des élections selon les mêmes schémas de cette Constitution qui crée beaucoup de problème, est-ce que nous avons la capacité de faire des élections en 2020, est-ce que nous n'allons pas de crise en crise jusqu'à confirmer que nous sommes un pays de paria. Ma position serait que tout le monde, le pouvoir et l'opposition mette leur orgueil de côté pour que nous trouvions une formule d'un véritable accord politique de sortie de crise* ».

Incontestablement, les deux intervenants ont prononcé des paroles de sagesse. Mais il faut craindre que le pourrissement de la situation ne soit trop avancé pour permettre aux recettes données d'avoir les effets bénéfiques souhaités.

L.J.

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 13

CHRONIQUEUR INVITÉ/GUEST COLLUMNIST

Réponse à Gary Victor ou l'essence d'un mot !

Par Garaudy Laguerre *

Je dois commencer par dire que le terme « *kokorate* » ne fait pas partie de mon langage, car il soutient un caractère raciste et discriminatoire en Haïti. Il est très usité en référence à la population noire d'épiderme, aux Noirs ou à des groupes sociaux négroïdes ! En fait, à travers l'histoire, avant de détruire ou d'appauvrir un groupe social, une *ethnie* ou un peuple, on commence toujours par le réduire, l'abêtir, le bestialiser afin de le discréditer et de lui enlever son humanité !

1- Avant d'apporter des éléments de réponses à la question formulée de Gary : « *Quelqu'un pourrait-il m'expliquer l'origine du kokoratisme haïtien qui est pour moi l'une des raisons principales de notre état* », je dois noter qu'il est démontré que les supermarchés en Haïti, les banques haïtiennes, le gros commerce et les chambres de commerce, les grandes entreprises sont tous gérés comme des boutiques. Ils ne prennent en compte aucun projet national et n'y appliquent nullement une gestion moderne, voire une politique sociale et commerciale, cohérente avec les intérêts de la Nation ou de la population. Pourtant, personne n'a jamais fait référence ou appliqué ce terme à ces groupes, comme étant des « *kokorates* », même quand certains d'entre eux avaient adopté la formule, depuis des lustres : « *Se nan labou an kòb la ye* ! ». C'est de là, à mon avis, le caractère discriminatoire du terme dans le vocable politico-culturel haïtien.

J'utiliserai ici, pour la démonstration, le terme imposteurs: ceux qui ne caractérisent ni ne représentent les valeurs, l'image ou la direction que souhaiterait prendre la société inclusive.

2- En général, la représentation d'un pays, sa superstructure, est contrôlée et dirigée par des élites économiques et politiques. Ces élites constituent ce qu'on appelle *l'establishment* et donnent le ton, la direction du pays, veillent au bien-être de la/de sa population ! En Haïti, par contre, l'élite économique particulièrement *s'évade*, à bien des égards, de la population !

3- Cette distinction fait que dans la compétition et dans la lutte, pour contrôler l'État et ses ressources, le plus souvent au détriment de la population et de l'intérêt national, l'élite économique (les plus puissants) s'associe avec les plus mafieux et incompétents du secteur politique. Ou en fait carrément leur promotion, ce afin de protéger leurs intérêts personnels et mieux contrôler le secteur politique ainsi. Ils accomplissent cela tout en assurant sa faillite et son discrédit, comme le *soi-disant* représentant de la population qui lui ressemble.

Preuve par deux qu'ils ne peuvent rien diriger et méritent le sort misérable et de laissé pour compte !

On retrouve aussi les mêmes modèles et le même verbe contre l'Africain, sur le continent.

Ici — le conflit — du « *pouvoir au plus capable ou au plus grand nombre* » se joue, sur fond de guerre de basse intensité, contre le plus grand nombre.

À noter que les *kokorates* imposteurs, en Haïti, sont toujours parmi le plus grand nombre et souvent, et au besoin, identifient toute une couche de la population!

Et ceux qui détiennent les rênes de l'économie sont réputés les plus capables et même travailleurs « *Nèg yo travay* » !

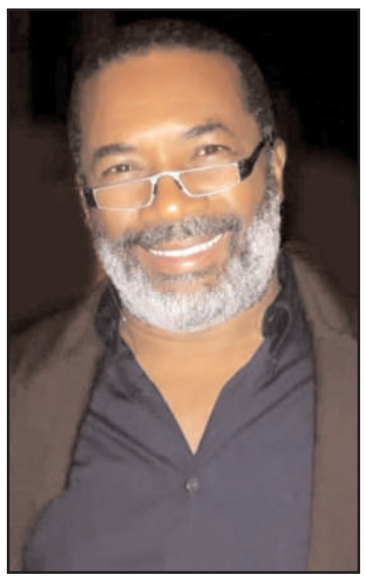
Étonnement, la mentalité et l'idéologie des élites, souvent épousées et reprises par ceux de la classe moyenne pour se dissocier des masses populaires, qualifient certaines franges de la population noire de « *kokorates* ». Cette épithète ne rejaillit pas sur la majorité d'entre eux, car ils sont pour la plupart de couleur, de race, de *souche* et souvent de nationalité différente ! Pire, suprématie blanche et sentiment anti-noir, anti-haïtien oblige, même les Noirs, parmi eux, usent de ce vocable de *kokorate* !

Je suis certain qu'on peut trouver de *bons voleurs* haïtiens, comme on en trouve en R.D., selon Gary, mais je doute que ce soient les alliés souhaités par une élite qui ne s'identifie pas au peuple !

Aucune des élites, dominicaine, américaine, canadienne, ou russe ne se réfèrerait à ses semblables et concitoyens comme étant des *kokorates* ! Au Rwanda, à la *genèse* du génocide, on traita les cibles de cafards, on en a vu la suite et les conséquences !

En commençant par La Saline et ensuite à Carrefour-Feuilles, les morts ont laissé les élites, et ceux de la communauté internationale, indifférents, sauf ceux de ladite opposition ! Imaginez la même situation où les victimes auraient été de la communauté arabe, des étrangers ou d'un quartier huppé de Pétion-Ville !

Ce genre d'attitude se serait vécu en Europe, en période de guerre, au Kosovo, ou encore



Garaudy Laguerre.

contre les Juifs, pendant la guerre mondiale ! Aujourd'hui, il est non seulement politiquement incorrect d'insulter les Juifs de cette manière, mais on risquerait la prison, en Europe et aux É.-U.! En Haïti, par contre, c'est un leader politique haïtien noir qui a popularisé le terme. L'aliénation est presque totale !

S'il faut s'en tenir au terme «*imposteur* », il faut dire qu'il y en a dans tous les pays du monde, mais leur nombre est insignifiant. Certains d'entre eux arrivent à percer dans les secteurs économique, social et politique, mais les élites ne leur laissent jamais donner le ton ni le soin de déterminer la marche du pays, à moins que ces élites soient, elles aussi, des imposteurs *kokorates*, qui ne se soucient pas de l'image ni de l'avenir du pays.

Il arrive même de voir des imposteurs au pouvoir dans certains pays. Ils sont utilisés, selon la conjoncture, pour faire la sale besogne. Ce fut le cas avec Hitler, en Allemagne, et maintenant, avec Trump, aux É.-U.

Ces « *imposteurs* », quand ils réussissent, sont souvent au box-office comme exemples de succès inattendus ou d'efforts qui ont été récompensés par la réussite finale, inespérée ; et quand ils échouent, ils finissent comme Hitler, discrédité, ou Emmanuel Toto Constant, en prison ! Ils ne sont jamais promus comme creuset de la Nation, de l'État ou du pays ! Même aux États-Unis, on s'efforce de faire croire que Trump ne représente pas les vraies valeurs américaines.

4- En Haïti, comme dans d'autres pays, ceux de l'élite économique contrôlent et souvent l'emportent sur les politiques et font corps avec ce dernier pour constituer ce qu'il convient d'appeler *l'establishment*. L'establishment donne le ton et projette son image et celle de la société à travers ce qu'il convient d'appeler la superstructure ainsi défini : la culture, l'art, l'éducation, la gastronomie, les valeurs et l'image !

C'est alors un impératif que de poser les questions suivantes : Quelle est l'essence de la culture de l'élite haïtienne ? Quelles en sont les valeurs véhiculées ? Quel est le projet d'avenir de société ?

5- La superstructure est la vitrine par laquelle le pays se vend et se projette ! Voilà pourquoi, quand on pense aux É.-U., on ne se réfère pas au South West, au Midwest ; on pense souvent aux grandes villes et États, telles que New-York, Californie, Chicago, Miami. Ils projettent un pays de modernité croissante, d'entente nationale, démocratique et vertueux. Ils ne présentent pas un pays dirigé par des imposteurs ou *kokorates* armés jusqu'aux dents, ou par des racistes de l'Arkansas, ou encore des gouverneurs confédéralistes membres actifs du Ku Klux Klan. Si cela devait devenir public, ou paraissait au grand jour, c'est une exception et sensé être « *contraire* » aux « *idéaux américains* » ! C'est donc pourquoi le colonel américain Oliver North, en dépit du fait qu'il travailla pour les intérêts américains, a été jugé et condamné ! Voilà pourquoi, Félix Bautista de la RD a été arrêté à maintes reprises, ou Ochoa, condamné à mort et exécuté à Cuba. Il faut garder la crédibilité du système et du peuple ! Haïti, par contre, PetroCaribe : 0 arrestation, 0 jugement !

Les élites, en grande partie, ne sont pas dérangées, car, selon eux, il s'agit de la crédibilité des imposteurs *kokorates* (politiques) et du peuple, pas de la leur. En réalité, ils ne s'identifient pas à la population !

6- Pour répondre à la question, je dirai tout d'abord qu'il y a des personnes honnêtes et capables dans tous les secteurs de notre société ! En général, la majorité des gens dans une société est neutre et suit le courant dominant, selon la conjoncture et la réalité sociale, politique ou culturelle en vigueur qui prévaut. Il faut donc reconnaître que les imposteurs ou ceux que vous appelez les « *kokorates* » sont prépondérants au Parlement, parce qu'ils sont au pouvoir, parce qu'ils ont la primauté dans le secteur privé des affaires, ils sont parmi ceux qui dirigent les super marchés, les banques, les concessionnaires de voitures, ils contrôlent les douanes, ils sont parmi ceux qui pillent l'État et financent les candidats qui sont du même acabit.

Un pouvoir délinquant n'attire que des délinquants et des pratiques de délinquance, dans tous les secteurs. Ils vont se consolider, s'enrichissent mutuellement, au détriment du Pays. Que personne alors n'aille croire que nous sommes un pays, un peuple de délinquants, de « *kokorates* » !

Il nous faut un pouvoir politique et économique haïtien, un leadership avisé, prêt à défendre et à se battre pour les intérêts d'Haïti. Mais, avant tout, il nous faut tout enlever aux imposteurs : privilèges, impunité et immunité, « *by any means necessary* ».

**** Garaudy Laguerre est un ancien candidat aux présidentielles de 2010 qui ont porté Michel Martelly au pouvoir.***

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor

Cabinet Medical
Lundi —Samedi: 11 AM—7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection
Tumeur
Hernie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

MÉDECINE CHIRURGIE
Prix Abordable
TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

Frantz
Photo & Video Studio
Over 25 Years of serving the community!
Satisfaction Guaranteed
PHONE: 718.953.4990/ 917.513.2118
843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)
FRANTZSTUDIO.COM

Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 14

Kreyòl

Soti nan paj 6

nan koze l la, kote l di, « *Mwen pa t bay okenn Senatè lajan. Tou sa fò, se manti* ». Kòm si li kwè li ka pete tout mounn.

Antouka, men ki klas mounn yo te pral mete Premye minis, anchaj gouvènman an, pou tout sa k ap regle chak jou. Se la li te pral fè bon jan konmès. Fwa sa a se pa kabrit annò ase li t ap kab achte pou gouvènman an. Se tout klas ekipman, an kòmansan pa machin gwo pri, elatriye. Li t ap gen otorite pou plase kòmann adwat agòch. Se an dyaman gouvènman t ap oblije debouse pou apeze apeti Premye minis la.

Kòm pwovèb kreyòl la di, «*Chen ki abitye manje ze, ou te mèt chode bouch li ak youn ze byen bouyi se nan vòlò ze l a p tounen !* » M ap mande patizan Premye minis « *presanti* » a eskiz. Se pa chen m ap rele msye. Se konsa pawòl la pati. Si l abitye fè kòb nan sa yo rele « *surfacturaction* », se nan sa li pral kontinye. Imajine sa, youn kabrit pou 31 mil goud, 775 dola vèt ! Nan kisa nou te pral foure kò nou la a ? Nou mèt remèsye jèn mesye yo ki t al met lòd nan Sena Repiblik la. Se sa k te parèt tankou youn dezòd la ki sove n !

Mwen konnen yo di « *zwazo menm plimaj vole ansanm.* ». Kivedi, se Nèg konsa prezidan PHTK yo renmen, paske se klas teknisyen dwèt long siperyè konsa ki ka ede yo fè plis kòb toujou. Paske, si nou byen konprann jwèt vòlè ofisyèl yo, afè devlòpman peyi pa enterese yo. Afè anplwaye Leta, ki gen konbyen mwa yo pa touche, pa regade yo. Kanta pou sa yo ki aletranje, yo itilize pawòl franse a, yo di : « *Loin des yeux, loin du cœur* ». Ki te mele yo si diplomat yo gen 6 a 8 mwa yo pa touche, se pa pwoblèm yo sa. Kanta pou fanmi malere ann Ayiti k ap bat dlo pou fè bè, ale yo vouzan ! Men youn ti 100 mil dola bò isit pou senatè Entèl, youn lòt ti 100 mil dola bò lòtbò pou « *Madame la seule sénatrice de la République* ». Pa gen mal nan sa!

Epi se konsa yo tout pral peri ansanm, ak tout milyon yo fè sou do pòv malere k ap mouri grangou, ki pa ka voye timounn yo lekòl, ki pa menm gen ase kòb pou achte kerozin pou met nan ti lanp tèt gridap yo. O, non, mesye-dam, sa se twòp atò ! Fò n jije! *Le plus vite que possible !* Pye kout pran devan, paske se « *A peine si les plus justes seront sauvés !* »

Grenn Pwonmennen, 18 septanm 2019

Timberland commits to plant millions of trees in Haiti

By Hugh Locke*

SPECIAL TO HO.—Haiti is part of a new commitment announced September 5th by global outdoor lifestyle brand Timberland to plant 50 million trees around the world by 2025 as part of its pursuit of a greener future. Haiti is one of six initial target countries, and tree planting efforts there will be led by Timberland's longtime partner, the Smallholder Farmers Alliance (SFA).

Timberland support projects in year one will focus on Haiti, China, the Dominican Republic, the United States, Tanzania and Mali – including support of the Great Green Wall, an African-led movement to grow an 8,000-km line of trees across the entire width of Africa, to fight climate change, drought, famine, conflict, and migration.

Tree planting in Haiti.

New research has shown that the restoration of trees remains among the most effective strategies for climate change mitigation, and a worldwide planting program could remove two-thirds of all the emissions that have been pumped into the atmosphere by human activities. Trees help to clean air by removing carbon and releasing oxygen into the air; cool the air through evaporation; prevent erosion and save water, and more. Over the next five years, Timberland will support multiple reforestation initiatives around the world in support of a greener future.

In Haiti, SFA farmer members currently plant trees to earn credits—or "tree currency"—that they exchange for seed, tools, training and other agricultural and community services. The net result is millions of trees planted as well as crop yield increases averaging 40%, and household income increasing between 50-100% for participating farmers.

"*At Timberland, we're conscious of the impact our modern way of life has on the planet. And we believe as a global lifestyle brand, and as individuals, we have a responsibility to make it better,"* said Jim Pisani, global brand president, Timberland. *"Trees and green spaces help improve the quality of our planet as well as individual wellbeing. Our commitment to plant trees is a real, measurable way to act upon our belief that a greener future is a better future. We encourage people everywhere to join the movement by taking their own actions - small or large - to be heroes for nature.*"

***Hugh Locke is co-founder and President of Small Farmers Alliance (SFA)**

HAPPENINGS !

Continued from page 1

Lower House-approved Prime Minister Fritz William Michel failed to get approval from the Senate because the Senators could not meet last Wednesday (September 11) to deliberate on his fate, one way or the other. Meanwhile, the chaotic situation that forced postponement of the Senate meeting has laid bare the rottenness of the Legislature and the Executive Branch, now facing popular justice. It is not a pretty picture.

Instead of Senators meeting last Wednesday at 11 am, one saw young men taking charge of the Chamber, with a Rasta in dreadlocks, standing at the desk of Senate president Carl Murat Cantave. Reports said that the Prime Minister and the 21 members of his Cabinet were waiting in the Diplomatic Salon of the Senate. It was past 10 pm when they cleared out, long after one of the chosen ministers, a woman, had lost consciousness. She was rushed away in an ambulance.

What happened last Wednesday is not quite like what had happened on May 30 to force cancelation of a third attempt to approve Jean-Michel Lapin, who was named to the post March 20. Then, Senators of the opposition had ransacked the meeting room of the Senate, scattering all the furniture in the yard to thwart any meeting. This time, young men who said they've taken over the Senate for the people. Burning no tires, scattering no furniture, aggressing nobody, they just went about their business of *"peaceful revolutionaries."* One of the representatives, the Rasta man, speaking from the desk of the Senate president, said, *"We've had enough with this charade of democracy. We will not allow you to force down our throats your Prime Minister and his cabinet. This has got to stop."*

Rumors were rife about a Police detachment being dispatched to bring order at the Senate. Already, outside Parliament House, a police officer armed with an automatic rifle, was observed in a threatening stance, getting closer to Senator Antonio Cheramy, nicknamed Don Kato. Don Kato, a former popular singer-turned-politician is one of the opposition Senators who had said *"No yes man meeting"* would be held today.

Senator Jacques Sauveur Jean.

Senator Willot Joseph.

Senator Kedlaire Augustin.

Meanwhile, influential Senator Youri Latortue, Chairman of the Ethics and Anti-Corruption committee, issued a public warning, telling newly named interim Chief of Police Normil Rameau that he would be held accountable for any massacre at the Senate. He emphasized, moreover, that *"No Police should enter the sacred soil of the Senate."*

In the last analysis, there was no confrontation between Police and civilians, who acted peacefully, while resolutely denouncing the "brigandage" happening in various Haitian institutions set up to protect and represent the citizens. Their denunciations became major news items both in the regular press, whether radio, television or newspapers. In addition, the social media gave them wider coverage yet.

Indeed, what is going on in Haiti currently is a "brigandage," as revealed by Senator Saurel Jacinthe, who represents the Grand'Anse Department in the Senate. He said prior to September 11, Prime Minister-designate Fritz William Michel had met at the home of Senator Wilfrid Gélin where he distributed $500,000 to five Senators allied to the PHTK ruling party. Jacinthe affirmed that $100,000 was given to the host, Senator Gélin, and to the following Senators: Willot Joseph, Kedlaire Augustin, Jacques Sauveur Jean and Dieudonne Luma Etienne, the only female Senator among the 29 in office.

It should be noted that the 30th Senator, Guy Philippe, is in a U.S. jail since January 2017. Arrested in Port-au-Prince by officers of the Haitian National Police (HPN) working in tandem with agents of the U.S. Drug Enforcement Administration (DEA), Philippe was transferred to Miami the same day. An ally of President Jovenel Moïse, with whom he had campaigned publicly in 2016, he had escaped capture for about a decade. Pleading guilty to cocaine trafficking and money laundering, he was condemned in June 2017 by a federal judge to nine years in jail. Sources said it was a reduced sentence because of Philippe's cooperation with prosecutors.

Minister of Justice Jean Roody Aly issued a statement last Friday asserting that Justice will pursue those who caused "disorder" at the Senate. They have been identified, he said. However, Minister Aly, who is at his post on a de facto basis since March 18 when Prime Minister Jean-Henry Céant was ousted, holds to a narrow view of the situation. What will he do against the designated Prime Minister Michel and the Senators involved in "corrupt" practices condemned by articles 2 and 5 of the anti-corruption law enacted in 2014 by Parliament, under PHTK President Michel Martelly?

Taking a different approach, André Michel, the lead lawyer representing victims of the Haitian administrations in the heist of the PetroCaribe Fund, addressed a note to the *"Commissaire du gouvernement,"* equivalent of Attorney General, of Port-au-Prince, Eronce Villard. In it, he asks that an urgent inquiry be undertaken on the $500,000 given to the Senators, because that amounts to *"corruption, money laundering and a criminal conspiracy."* Moreover, Attorney Michel said, by Monday he would file a formal complaint against the designated Prime Minister and the Senators. He demurred on that, leaving it to the chair of the Senate's Ethics and Anti-Corruption committee, Senator Youri Latortue, to carry out his investigation first. He told me, *"Then we'll have a stronger case."*

***More accusations against the Prime Minister-designate: Overbilling the government.** Would you believe that a goat, which would normally go for $10 was billed at $775 by a company that did business with the Haitian government between 2016 and 2018? The figures were given in *gourdes,* the Haitian currency, showing the enormity of the robbery, which, in Creole, is dubbed "*Kabritgate," kabrit* being goat in the Creole language.

In Haitian *gourdes,* a *kabrit* was billed at 31,000 *gourdes* and 1,000 were sold to the government's Ministry of Agriculture by Caribbean Product and Services for 6.3 million *gourdes,* or about $65,000. That firm was owned by Fritz William Michel (FWM),

Continued on page 15

HAPPENINGS !

Continued from page 14

who was then working at the Ministry of Finance and Economy. Therefore, in Haitian terms, FWM became a multi-millionaire through overbilling the government for goats and other products also. This is revealed in an inquiry into FWM's business by Senator Latortue, who has been working overtime-gathering information on the Prime Minister-designate who is definitely unfit to lead Haiti's government. Unless those in power and their associates in the business sector are determined to hasten the demise of the country for reasons they only know! However, for all that's known of FWM, his candidacy to the second top job in the government is a moot question.

***The chaos is intensified with the fuel crisis, aggravated by government mismanagement.** The tension was high last Sunday (September 15) in Port-au-Prince and surroundings and in other parts of the country, as the scarcity of fuel continued for more than two weeks. To defuse the situation, de facto Prime Minister Jean-Michel Lapin issued a communiqué in which he said: *"There's a stock shortage, but there's diesel fuel to be found."* Did he mean there is no gasoline and kerosene for sure, but diesel is available? No one knew and he was not at a press conference where he could be questioned.

Meanwhile, an underground black market has flourished, with some individuals selling gasoline in cans, most of them yellow, with a gallon going for about $6.91 to $10.63 from $2.50-$3.00 previously. Making light of the matter, there is a popular saying now: "*France has its yellow jackets* (the demonstrators who caused much harm to the French economy) *and in Haiti we have our yellow cans* (people armed with yellow cans in search of the precious liquid, something dangerous)." Indeed, accidents are prone with such a flammable liquid being carried in cans. Last Sunday, in Ouanaminthe, in Haiti's Northeastern Department, a moto-taxi with a passenger carrying a can of gasoline was hit by a pick-up truck, resulting in an explosion that incinerated both driver and passenger.

The fuel scarcity is turning political, with a renewal of calls for the resignation of President Moïse and the whole government. Some say the government is not being honest about the cause of the fuel crisis. Last week, the Prime Minister said, *"500,000 barrels of fuel will be available beginning on Tuesday."* That was yesterday, September 17. As we went to press, there was no news about delivery to the gas stations yet. A government source said, *"They're still lying. Of the 500,000, only 120,000 barrels should arrive by Tuesday."* However, how long will that last? In addition, when will the remainder arrive?

Miami Herald correspondent Jacqueline Charles issued an eye-opening tweet on Monday (Sept. 16) writing: *"In this #Haiti neighborhood residents have decided to express their frustrations by using their vehicles to block the streets & putting an empty gallon on top."*

Accompanying her tweet is a 1-minute-14-seconds-video in which a man, who resides in the neighborhood calmly, explains their action: *"We're not extremists or Taliban."* he begins. *"I live here, between Delmas 31 and 29* [in Port-au-Prince]. *We are just normal citizens, not rich, as you can tell by the models of the cars. We are just exasperated and, in protest, we block the street and put the empty cans on top of the cars to show that we cannot go anywhere. And we ask those folks in the government to assume their responsibility."*

Certainly, a powerful and heart-rending message, without tires burning, rocks being thrown, smashing car windows and looting of stores!

RAJ
September 18, 2019

NOUVELLES BRÈVES

Le phénomène « pays lock » va de paire avec le départ exigé du président Jovenel Moïse

Depuis dimanche, 15 septembre, la situation a commencé par se dégrader, surtout à Port-au-Prince et les communautés environnantes, à cause de la pénurie accentuée de carburant, déjà à sa quatrième semaine. Mais c'est lundi, puis mardi (16 et 17 septembre) qu'Haïti a vraiment renoué avec le phénomène du « *pays lock* », comme si on revivait l'expérience du mois de février, quand le pays entier a été comme fermé, et ceci durant dix jours.

Il faudra reconnaître que cette fois, à l'encontre de l'expérience du mois de février, le gouvernement a donné un coup de pouce à l'opération «*lock* », car les automobilistes, presque toutes classes confondues, ne pouvant s'approvisionner en essence, ont innové, en utilisant leurs véhicules pour bloquer les rues, tout en décorant le toit des voitures de bidons jaunes vides pour signifier qu'il n'y a pas moyen de rouler.

Cette situation a affecté le commerce, les établissements scolaires, les bureaux de l'État et les ambassades qui ont émis des communiqués chaque jour pour rappeler à leurs citoyens de ne pas se déplacer, à moins d'extrême urgence. Et si, d'aventure, ils devaient rencontrer des manifestants, de se mettre à couvert et ne pas tenter de traverser, mais de rebrousser chemin.

Pendant qu'à Port-au-Prince et dans les environs, c'était le calme plat, il n'y a pas eu d'activités, dans d'autres villes, où se déroulaient des manifestations anti-gouvernementales. C'est à Port-de-Paix, par exemple, que la situation a dégénéré quand les citoyens, à bout de patience, ont investi les rues de la métropole du Nord'-Ouest, aux cris de «***Abas Jovenel ! Nou bouke, Jovenel vòlè***» (Nous en avons marre, Jovenel est un voleur). Pourtant l'homme d'affaires Jovenel Moïse se réclame de Port-de-Paix ! On doute qu'il puisse y mettre les pieds, ces jours-ci. S'il devait s'y aventurer, il serait sans doute accueilli à coups de pierre, comme il est arrivé à son cortège lundi, aux abords même du Palais national.

***La dégradation de la situation est telle que les langues se délient. L'actuel président du PHTK ainsi qu'un ancien Premier ministre proche du gouvernement tirent la sonnette d'alarme.** Dans une entrevue accordée à Roberson Alphonse du quotidien *Le Nouvelliste* (16 septembre), Sainphar Liné Balthazar, président du parti *Tèt Kale,* a déclaré qu'il n'est pas question de se « *désolidariser* » du président Jovenel Moïse, mais que « *depuis quatre à cinq mois* », on lui conseille qu'« *un accord politique est une obligation* ». En tout cas, pour M. Balthazar la situation s'aggrave.

Nous le laissons parler et à vous, lecteur, de juger si PHTK a laissé tomber le Premier ministre nommé Fritz William Michel : « *Nous voyons que la chose démarre mal en considérant la façon dont se déroulent les échanges entre le Premier Ministre nommé et certains sénateurs. Nous pensons qu'il faudrait mieux, qu'il y ait un accord politique, que le gouvernement soit issue de l'accord politique. C'est toujours comme ça que cela est fait et pas l'inverse. Tant que le président persiste à faire l'inverse, à faire un gouvernement pour aller vers un accord politique, il aura toujours des difficultés* ».

Ce n'est pas Evans Paul, dit K-Plim, qui dira le contraire. Encore nos remerciements à Roberson Alphonse qui a laissé parler l'ancien Premier ministre de Michel Martels, au cours d'une entrevue publiée hier, mardi 17 septembre dans *Le Nouvelliste*. Pour K-Plim, le président devait laisser tomber Fritz William Michel, son Premier ministre nommé. La position d'Evans Paul, par rapport à Fritz Michel, est on ne peut plus radicale. D'ailleurs, *Le Nouvelliste* a titré de l'article ainsi : « *Le président doit faire un choix entre lui et Fritz William Michel. C'est l'impasse. Comme il est élu et qu'il a un mandat . . . mais Fritz William Michel est pris dans un pétrin. Il avait un déficit de notoriété, cela se mélange à une série de scandales à répétition qui l'affaiblit* ». Alors qu'est-ce qu'il propose ? « *Il faut dans cette situation un gouvernement de notables, des gens qui apportent une partie de leur réputation, de leur image, de ce qu'ils représentent au sein de la société pour apporter un climat d'apaisement nécessaire au pays* ». M. Paul ne saurait être plus direct. ***(Voir article en page de garde pour de plus amples détails).***

***Toutefois, il y a d'autres, des nostalgiques du pouvoir, qui conseillent au président Jovenel Moïse d'aller de l'a-**

Suite en page 16

Journal 18 - 25 septembre 2019:HO 9/18/19 4:19 AM Page 16

NOUVELLES BRÈVES

Suite de la page 15

vant, coute que coute. On notera que le sénateur du Sud-Est, le pasteur Dieupie Chérubin, a présenté sa propre formule pour « *une sortie de crise au profit du peuple haïtien* ». L'agence en ligne *rezonodwes,* a publié un texte fleuve, datée du 16 septembre du sénateur-pasteur qui, si nous ne nous trompons, a des velléités dictatoriales.

Après un tour d'horizon, démontrant que rien ne marche au pays et qu'il faut agir sans tarder, il propose que « *le gouvernement ratifié par l'assemblée des députés le soit dans le plus bref délai par le Sénat* ».

Mais il est prêt à passer outre au Sénat. « *En cas de récidives des contrariétés socio institutionnelles dues à de la violence entres les pairs (sic) conscrits, et sous la base d'un accord de la majorité parlementaire et au nom du principe de la défense de l'intérêt général* **ce gouvernement soit installé sous l'instruction d'une décision du pouvoir de l'exécutif** ».

Donc, que Jovenel Moïse avance sans le Sénat. Il n'a pas à attendre le deuxième lundi du mois de janvier, comme il se met en tête, pour gouverner par décret. ***Met gason sou ou ! Fè yo wè sa w ka fè !*** Sans doute, le pasteur Dieupie Chérubin prononcera la bénédiction lors de l'installation de Fritz William Michel, sans doute un envoyé du Très Haut qui saura au moins s'acquitter du devoir de la dîme, comme cela se doit !

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo.

***Entre-temps, l'attaque samedi dernier contre les installations pétrolières, en Arabie saoudite, pourrait envenimer la situation en Haïti qui peine à trouver une solution à la pénurie de carburant.** En effet, depuis l'attaque à l'aide de drone, des installations de la compagnie Aramco, les analystes se demandent quels seront les effets négatifs du manque à gagner dans le domaine énergétique pour les pays qui dépendent du brut saoudien pour faire fonctionner leur économie. Car, jusqu'à nouvel ordre, le monde entier dépend de l'or noir pour presque tout qui fait fonctionner une société moderne. Les autorités haïtiennes, post PetroCaribe, savent de quoi l'on parle. La crise actuelle que confronte le pays en dit long.

Selon les informations des agences de nouvelles, l'attaque des installations de l'Aramco ont réduit de 5,7 millions de barils par jour la production saoudienne, soit 5 % du brut à l'échelle mondiale. Ce qui aura des répercussions sur l'économie internationale, car le prix du baril connaîtra une hausse qui se répercutera sur les dérivés de la matière première pour le raffinement de produits comme la gazoline, le diesel, le kérosène et autres. Puisque depuis la suspension de la manne vénézuélienne, les distributeurs haïtiens doivent se procurer le carburant sur le marché international. Il va sans dire qu'ils auront à débourser davantage pour le précieux liquide risquant d'augmenter considérablement le prix à la pompe.

Outre les problèmes d'ordre économique, il y a aussi l'impact politique. Les Houthis, des rebelles du Yemen, en guerre avec les Saoudiens depuis 2015, ont revendiqué la paternité de l'attaque. De ce fait, l'administration Trump, se sent concernée, car l'Arabie saoudite est une alliée choyée. D'ailleurs, le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, accuse l'Iran d'être le commanditaire de l'attaque, ce que réfutent les Iraniens. Toutefois, le président Trump se dit « *prêt à faire ce qui est nécessaire* ». Si John Bolton n'avait pas été remercié, une semaine plus tôt, on aurait des sueurs froides dans le dos. Belliqueux comme lui seul, il aurait poussé à la roue pour que soit infligée une « *réponse proportionnée* » à l'encontre de l'Iran, peut-être sans avoir tout analysé.

***Gary Bodeau, le président de la Chambre basse, au Parlement haïtien, est arrivé à la capitale américaine, hier après-midi, mardi 17 septembre.** En mission pour le président Jovenel Moïse ou pour tâter le terrain, après le départ de John Bolton comme Conseiller en matière de Sécurité nationale ? Ne dit-on pas que John Bolton était l'antenne la plus proche du président Trump sur laquelle comptaient les *Joveneliens ?* Dire que Bolton n'avait pas vraiment fait grand-chose pour eux du point de vue économique.

***Le 24 septembre, c'est l'ouverture de la séance annuelle de l'Assemblée générale des Nations unies.** Moins d'une semaine avant cette date, les préparatifs pour la participation du président Jovenel Moïse tardent encore à se concrétiser. Quel message délivrera-t-il aux délégués de par le monde qui ont suivi, ces derniers jours, l'évolution de la situation politique en Haïti, surtout à un moment où le régime haïtien est embourbé dans la corruption à visière levée? Pourtant, deux ans plus tôt, le président Moïse avait donné sa parole d'honneur aux délégués réunis à New York qu'il partait en guerre contre la « *corruption qui gangrène Haïti* ».

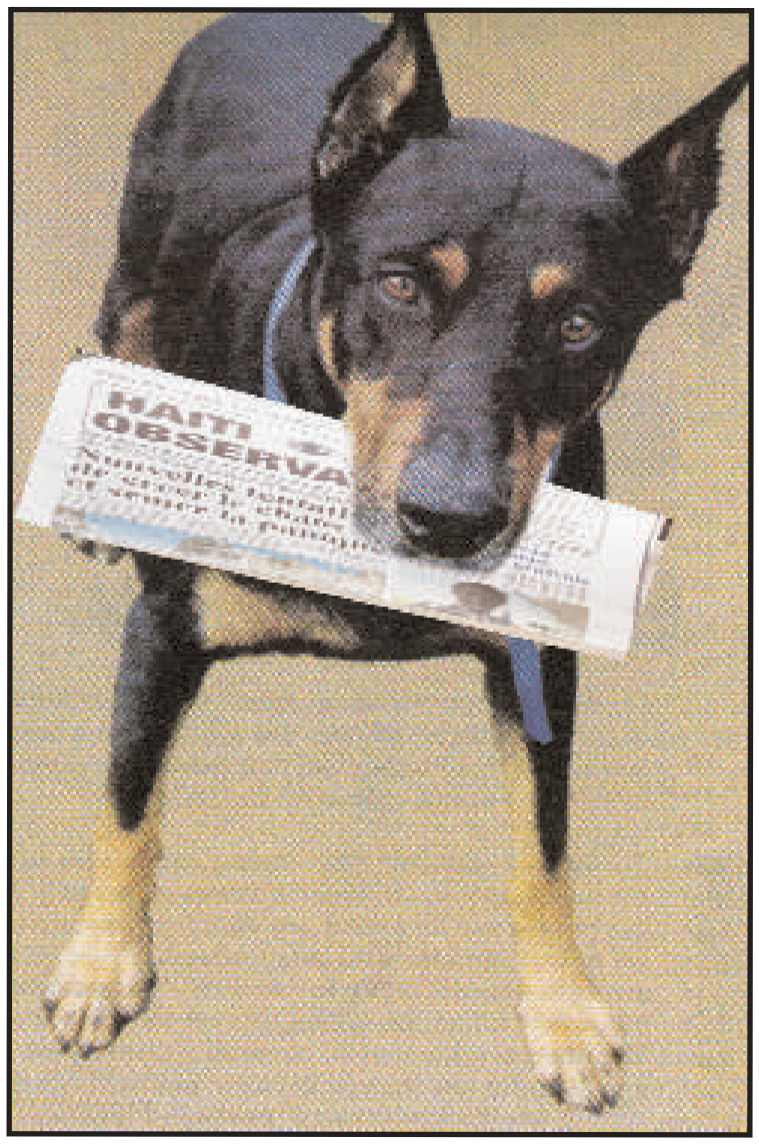
Gary Bodeau, autre pèlerinage à Washington dont le succès est en doute.

***Haitian Jazz and American Jazz à Brooklyn College, ce vendredi, 20 septembre.** De 5 à 9 h. pm, le rendez-vous est au Don Buchwald Theater, Leonard & Claire Tow Center for Performing Arts, 2920 Campus Road. Au menu, de la musique jazz et un panel académique où des personnalités du monde musical et académique discuteront de «*Connections historiques et de Spécificités* ». Au panel, Alix «Buyu » Ambroise, saxophoniste; Melvin L. Butler, Ph, D., professeur associé, musicologue, Université de Miami; Jean Chardavoine, artiste haïtiano-américain; Joël Widmaier, artiste haïtien et président de la Fondation Haïti Jazz; Pauline Jean, Haïtiano-américaine, vocaliste jazz. Maîtresse de cérémonie; Vania André, éditrice en chef, *Haitian Times.*

Pour ceux qui, sans doute, auront faim, il y aura quelque chose à se mettre sous la dent. Aussi des boissons gazeuses. Entrée libre.

Pierre Quiroule II
18 septembre 2019

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild

Online Donations can be made at:
www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund
Checks payable to:
St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838
Write "Haiti" on the memo line